

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 111	TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI	Mahana 2 nō 'Ātopa 2024
------------------------	--------------------------------------	----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE	Pages
Arrêté n° HC/SGAP/BRHP 277 du 16 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° HC/SGAP/BRHP 291 du 26 décembre 2022 modifié portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française	18254
Arrêté n° HC 1403 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société SNC Pharmacie Pirae	18256
Arrêté n° HC 1405 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société Parfumerie Tiki	18258
Arrêté n° HC 1406 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société Somac Raiatea - Raromatai Matériaux	18260
Arrêté n° HC 1407 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la commune de Arue	18262
Arrêté n° HC 1409 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Brasserie des Remparts	18265
Arrêté n° HC 1411 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la direction du système d'information	18267
Arrêté n° HC 1412 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la SARL SCB, Atelier Chin Loy, Tahiti Housse	18269
Arrêté n° HC 1413 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Sodispo	18271
Arrêté n° HC 1414 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le Laboratoire des travaux publics	18273
Arrêté n° HC 1415 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin IO Buro	18275
Arrêté n° HC 1416 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Garage Bambou	18277
Arrêté n° HC 1417 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par l'Office polynésien de l'habitat	18279

Arrêté n° HC 1418 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Tahiti Pearl Market

18281

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Avis n° 1690 CM du 20 septembre 2024 portant sur le projet de décret relatif à la mise à disposition par les communes de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions

18283

Arrêté n° 1703 CM du 25 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour la construction de la seconde tranche de la cuisine

18284

Arrêté n° 1704 CM du 26 septembre 2024 portant retrait partiel de l'agrément accordé par arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 au projet présenté par la société Tuanui consistant en la maintenance et le remplacement des équipements de 10 navires de pêche hauturière en vue de leur mise en exploitation

18286

Arrêté n° 1705 CM du 26 septembre 2024 portant ouverture de quotas spécifiques d'importation de fleurs coupées pour la Toussaint 2024 et la Saint-Valentin 2025

18288

Arrêté n° 1708 CM du 26 septembre 2024 autorisant l'acquisition, par voie de préemption de la parcelle cadastrée section VB n° 28 d'une superficie de 1 600 m<sup>2</sup>, sise commune de Taha'a, commune associée de Vaitō'are, appartenant à Mme Élisabeth SUZANNE-LAMARRE épouse TOMATIS

18289

Arrêté n° 1709 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de la SARL Moanaura Lodge pour un programme d'extension d'une pension de famille dénommée Moanaura Lodge, sise à Tahiti

18290

Arrêté n° 1710 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 3 - construction de divers locaux)

18292

Arrêté n° 1711 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 2 - travaux d'aménagements divers)

18294

Arrêté n° 1712 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tureia pour l'acquisition d'un chargeur excavateur

18296

Arrêté n° 1713 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Hikueru pour la production d'eau potable sur les atolls de Hikueru, Marokau et Ravahere – tranche 1

18298

Arrêté n° 1714 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Hao pour l'étude préalable - abri de survie

18299

Arrêté n° 1715 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Teva I Uta pour les études de conception pour la reconstruction de la mairie annexe de Papeari

18300

Arrêté n° 1716 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un véhicule équipé d'un grappin pour la collecte des déchets verts et encombrants

18301

Arrêté n° 1717 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Takaroa pour l'acquisition d'un chargeur excavateur pour Takapoto

18302

Arrêté n° 1718 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Rapa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM)

18304

Arrêté n° 1719 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur du syndicat Fenua Ma pour l'acquisition d'un camion plateau de moins de 7,5 tonnes, équipé d'un hayon élévateur

18305

Arrêté n° 1720 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rimatarā pour la réhabilitation de la salle omnisports

18306

Arrêté n° 1721 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour l'acquisition d'une pelle hydraulique sur chenilles de 18 tonnes équipée d'un brise roche

18308

Arrêté n° 1722 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6 m<sup>3</sup>

18310

Arrêté n° 1723 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Punaauia pour les travaux de réhabilitation de la servitude Leeteg : voirie	18312
Arrêté n° 1724 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour l'acquisition d'une tractopelle pour Amanu	18314
Arrêté n° 1725 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour l'acquisition d'un camion de 13 m³	18316
Arrêté n° 1726 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour l'acquisition d'un camion nacelle	18318
Arrêté n° 1727 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour la construction d'un hangar à compostage	18320
Arrêté n° 1728 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour l'acquisition d'un camion 4x4 avec remorque	18322
Arrêté n° 1729 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un camion à benne pour le service technique	18324
Arrêté n° 1730 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour les études préalables aux travaux de rénovation et d'extension de la salle omnisports Austin Hunter de Tevaitoa	18326
Arrêté n° 1731 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Beach Tennis Tahiti pour l'acquisition de matériel informatique	18328
Arrêté n° 1733 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association École de Voile de Arue pour l'acquisition d'un moteur de bateau	18330
Arrêté n° 1734 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Tiare Apetahi no Tumaraa pour l'achat d'abri pour matériel	18332
Arrêté n° 1735 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la fédération Tahitienne de Tir à l'Arc pour l'acquisition de deux conteneurs	18334
Arrêté n° 1736 CM du 26 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 1848 CM du 18 octobre 2023 modifié relatif à la composition de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP)	18336
Arrêté n° 1738 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réalisation des armoires de l'internat	18337
Arrêté n° 1739 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Gatiga Pearl à l'usage de son exploitation pericole sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 498)	18339
Arrêté n° 1740 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Kirimiro Perles à l'usage de son exploitation pericole sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 517)	18341
Arrêté n° 1741 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Ahe Pearls Company à l'usage de son exploitation pericole sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 231)	18343
Arrêté n° 1742 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Puna reo Piha'e'ina pour financer la construction d'un réfectoire, sur le site Pererau, sis à Moorea, dans le cadre du projet de Village Pererau	18345
Arrêté n° 1747 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO	18347
Arrêté n° 1748 CM du 27 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 2058 CM du 7 octobre 2022 attribuant une aide financière en faveur de la SCA Parurumatai représentée par Mlle Umere GIBERT	18349
Arrêté n° 1749 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Production Peinture Polynésie dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet (ACI)	18351
Arrêté n° 1750 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Agritech dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion Internet - (ACI)	18353
Arrêté n° 1751 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Tahiti Marine Biotech dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique (ACN), en Polynésie française	18354

Arrêté n° 1752 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCEA Green Goat dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - (ACN), en Polynésie française	18355
Arrêté n° 1754 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Fenua Smart	18356
Arrêté n° 1755 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Jb's Garden	18358
Arrêté n° 1756 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Biobase	18360
Arrêté n° 1757 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Hotu Fenua	18362
Arrêté n° 1758 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association familiale ITAE-TETAA	18364

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 2076 PR du 25 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 1230 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé <i>Gaston FLOSSE, l'homme de Mangareva</i>	18366
Arrêté n° 2105 PR du 26 septembre 2024 autorisant la location de la parcelle de terre domaniale dénommée Tehotemu (partie), Tetauraro (partie), Ohava (partie), Mori (partie), Farakao parcelle, Tetopikorereka (partie), cadastrée section AR n° 4, sise commune de Hao, au profit de la SA Électricité de Tahiti	18367
Arrêté n° 2115 PR du 26 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 12149 MAF du 3 novembre 2022 autorisant la location de la parcelle de terre cadastrée commune de Papeete, section BV n° 78, au profit de la société civile immobilière Te Ava Vari	18369
Arrêté n° 2121 PR du 30 septembre 2024 portant attribution d'une licence de bureau d'excursions à la SARL Matira Jet Tours, enseigne commerciale Matira Jet Tours	18370
Arrêté n° 2170 PR du 30 septembre 2024 portant renouvellement d'agrément de la SARL Bureau de Contrôles Polynésien afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage	18371
Arrêté n° 2171 PR du 30 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 76 PR du 15 janvier 2024 de la SARL Pacific Control afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage	18373

### Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 9426 MGT/DPAM du 26 septembre 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1640 VP/DPAM du 18 février 2022 portant délivrance d'un agrément à M. Nehemia VEHIATUA, sous le nom commercial Vip Jet, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahaa	18375
---	-------

### Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 9423 MEF/DGAE du 26 septembre 2024 portant agrément de l'association « C'est où c'est là » pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »	18376
Arrêté n° 9434 MEF/DGAE du 26 septembre 2024 portant agrément de l'association District de Pétanque des Marquises Sud pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »	18378
Arrêté n° 9435 MEF/DGAE du 26 septembre 2024 portant agrément de l'association Vai Ho'e pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »	18380
Arrêté n° 9484 MEF/DGAE du 30 septembre 2024 portant habilitation de M. Edouard TREIBER en qualité d'agent spécial d'assurance de la société International Transport Intermediaries Insurance Company (Europe) Limited	18382
Arrêté n° 9486 MEF du 30 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 7556 MEF du 23 août 2024 portant délégation de signature de M. Hervé VARET, directeur de cabinet auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies	18383
Arrêté n° 9487 MEF/DGAE du 30 septembre 2024 portant agrément de l'association Te Maire No Haumi pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »	18384

Arrêté n° 9488 MEF/DGAE du 30 septembre 2024 portant agrément de l'association Vaihata pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » 18386

**Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement**

Arrêté n° 9039 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Nati PAPARAI 18388

Arrêté n° 9040 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Edouard, Viriurarii OPUU 18390

Arrêté n° 9041 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE 18392

Arrêté n° 9042 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Gaston VANAA 18394

Arrêté n° 9043 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Angelo VANAA 18396

Arrêté n° 9065 MPR du 20 septembre 2024 abrogeant l'arrêté n° 11002 MED du 2 octobre 2019 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 4 d'une superficie de 1,27 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Bernadette TERIITAUMIHAU épouse BROTHERS 18398

Arrêté n° 9066 MPR du 20 septembre 2024 modifiant l'arrêté n° 1856 CM du 27 août 2021 autorisant la location du lot n° 139 d'une superficie de 3,78 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Heirava TAIORÉ 18399

Arrêté n° 9193 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Bertho TETUIRA 18400

Arrêté n° 9194 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Rootuahine MONG YEN 18402

Arrêté n° 9196 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Atea, Ryan MAIRAU 18404

Arrêté n° 9214 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Frenck MAIRAU 18406

Arrêté n° 9216 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jeannot, Lewis CHUNG 18408

Arrêté n° 9217 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Remuna, O'Heinedrick PICARD 18410

Arrêté n° 9218 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Bellais TETAURU 18412

Arrêté n° 9368 MPR du 25 septembre 2024 autorisant la résiliation conventionnelle du bail du 1er février 2021 et abrogation de l'arrêté n° 12815 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 32 d'une superficie de 1,71 ha dépendant du lotissement agricole Amo, sis commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de M. Teina MAREA 18414

Arrêté n° 9392 MPR du 26 septembre 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 6718 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 2 500 m<sup>2</sup> dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Bélinda, Teta TERAUAUHAU 18415

Arrêté n° 9398 MPR/DIREN du 26 septembre 2024 ordonnant l'enquête publique préalable au classement d'un espace maritime dans le lagon de la commune de Bora Bora 18416

**Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance**

Arrêté n° 9062 MJP du 20 septembre 2024 portant composition du jury et nomination des experts de la mention « tennis » du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif 18418

Arrêté n° 9446 MJP du 26 septembre 2024 modifiant l'arrêté n° 5131 MJP du 6 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Vaiana GIRAUD, chef du service de l'artisanat traditionnel 18420

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

**Avis**

Relevé de déclaration sur l'honneur adressée au haut-commissaire de la République par M. Warren DEXTER, membre du gouvernement de la Polynésie française 18421

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Arrêté n° HC/SGAP/BRHP 277 du 16 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° HC/SGAP/BRHP 291 du 26 décembre 2022 modifié portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française**

*NOR : ETA24300687AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création du corps des fonctionnaires de l'État pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création du corps de fonctionnaires de l'État pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale, notamment son article 52 ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° HC/SGAP/BRHP 291 du 26 décembre 2022 modifié portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er. — Le b) de l'article 1er de l'arrêté n° HC/SGAP/BRHP 291 du 26 décembre 2022 modifié susvisé est rédigé comme suit :

« b) Représentants du personnel

Titulaires	Suppléants
M. Cyril RAOHA (UN1TE)	M. Temarii BAMBRIDGE (UN1TE)
M. Manuterarii HUNTER (Alliance PN – UNSA Police)	M. Wilfred MARA (Alliance PN – UNSA Police) »

Le reste sans changement.

Art. 2. — La secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police et la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police en Polynésie française,*

Emilia HAVEZ

**Arrêté n° HC 1403 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société SNC Pharmacie Pirae**

NOR : ETA24300690AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 2763 CAB/BSIRI/CSVS du 23 décembre 2013 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par de la société SNC Pharmacie Pirae ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Karen SIU épouse LAI FOO en date du 25 octobre 2023 enregistrée sous le n° 193 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 16 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Karen SIU épouse LAI FOO, pharmacienne de la société SNC Pharmacie Pirae, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier son système de vidéoprotection conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 193.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 12 caméras au total réparties de la manière suivante :

Lieu où est installé le dispositif de vidéoprotection	Nombre de caméras intérieures	Nombre de caméras extérieures	Nombre de caméras sur la voie publique
Avenue du Général-de-Gaulle Pirae	12	0	0

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens/lutte contre la démarque inconnue.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée.

Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Henriette SIU, pharmacien titulaire ;
- Karen SIU, pharmacien titulaire.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.



Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1405 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société Parfumerie Tiki**

NOR : ETA24300689AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 2520 CAB/SdS/CLSV du 14 décembre 2018 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par de la société Parfumerie Tiki ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Daniel LANGY en date du 11 septembre 2023 enregistrée sous le n° 472 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Daniel LANGY, gérant de la société Parfumerie Tiki, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier son système de vidéoprotection conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 472.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméras au total réparties de la manière suivante :

Lieu où est installé le dispositif de vidéoprotection	Nombre de caméras intérieures	Nombre de caméras extérieures	Nombre de caméras sur la voie publique
23-24 route Nelson-Mandela Faa'a	1	1	0

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée.

Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Daniel LANGY, gérant ;
- Mme Sandra LANGY, responsable RQ ;
- Mme Jennifer LANGY, responsable en marketing communication ;
- Mme Poerava LANGY, comptable.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1406 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société Somac Raiatea - Raromatai Matériaux**

NOR : ETA24300693AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 2517 CAB/SdS/CLSV du 14 décembre 2018 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la société Somac Raiatea - Raromatai matériaux ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Heiarii GIRARD en date du 29 février 2024 enregistrée sous le n° 468 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 2 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Heiarii GIRARD, directeur de la société Somac Raiatea - Raromatai Matériaux, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier son système de vidéoprotection conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 468.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 12 caméras au total réparties de la manière suivante :

Lieu où est installé le dispositif de vidéoprotection	Nombre de caméras intérieures	Nombre de caméras extérieures	Nombre de caméras sur la voie publique
Zone industrielle Tahina Uturoa	9	3	0

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : prévention des atteintes aux biens/surveillance caisses.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée.

Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Heiarii GIRARD, directeur ;
- M. Vehiarii PUAHIO, directeur adjoint ;
- Mme Ingrid IKIHAA, comptable.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1407 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 portant modification et renouvellement de l'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la commune de Arue***NOR : ETA24300681AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 1431 CAB/SSIRI/CSVS du 1er juillet 2013 modifié portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par la commune de Arue ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Teura IRITI en date du 11 décembre 2023 enregistrée sous le n° 329 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 7 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Teura IRITI, mairesse de la commune de Arue, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier son système de vidéoprotection conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 329.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 40 caméras au total réparties de la manière suivante :

Lieu où est installé le dispositif de vidéoprotection	Nombre de caméras intérieures	Nombre de caméras extérieures	Nombre de caméras sur la voie publique
Rond-point CEP	0	0	4
Rond-point Érima	0	0	3
Rond-point Radisson	0	0	2
Complexe sportif	0	0	7
Rond point Pipine (mairie)	0	0	1
Rond-point Tefaaroa	0	0	1
École Ahutoru	0	0	2
École Tamahana	0	0	1
To tatou fare	0	0	1
Lycée Samuel Raapoto	0	0	1
Magasin Leaa	0	0	1
Snack Haere mai (carrefour)	0	0	1
Collège de Arue	0	0	1
Mairie de Arue	0	0	2
Ateliers municipaux	0	0	2
Plage Lafayette	0	0	1
Plage Tombeau du roi	0	0	1
Papaoa (shell)	0	0	1
Fare Hotu	0	0	1
Vaipoopoo (Norman Hall)	0	0	1
Taharaa	0	0	1
Ane Ane	0	0	1
Otua Paetaha	0	0	1
Route de Érima (bornes à verre) - caméra nomade	0	0	2

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens/protection des bâtiments publics/prévention du trafic stupéfiants/dépôt sauvage de déchets.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée.

Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Aalin MARE, chef de brigade ;
- Vatina DEANE, adjoint au chef de brigade ;
- Nicolas ATIU, responsable d'équipe ;
- Stanislas MOU, agent.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 30 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY



**Arrêté n° HC 1409 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Brasserie des Remparts**

NOR : ETA24300680AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Johanna MAADSI en date du 29 septembre 2022 enregistrée sous le n° 737 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 16 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Johanna MAADSI, directrice de la société Brasserie des Remparts, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé n° 39 pont de l'Est à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 737.

Le dispositif de vidéoprotection est composé d'1 caméra(s) intérieure(s).

Le champ de vision de la caméra ne doit en aucun cas faire apparaître les tables réservées à la restauration.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Mme Johanna MAADSI, directrice ;
- M. Jean-Luc MALAHIEUDE, co-gérant ;
- Mme Sylvie MALAHIEUDE, co-gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1411 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la direction du système d'information**

NOR : ETA24300683AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Jean-Philippe PEALAT en date du 9 juin 2023 enregistrée sous le n° 746 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 18 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Jean-Philippe PEALAT, directeur à la direction du système d'information, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé 111 rue Dumont d'Urville à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 746.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméras intérieures soit les caméras « ascenseur 2e étage » et « ascenseur 1er étage » mentionnées dans la demande susvisée.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes /prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Emmanuel BOUNIOT, directeur adjoint ;
- M. Josiah WILLIAMS, chef de la cellule par cette assistance ;
- M. Ioane TUMAHAI, responsable logistique.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 30 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1412 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la SARL SCB, Atelier Chin Loy, Tahiti Housse***NOR : ETA24300691AR*

Le haut-commissaire de la République de la Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Nicolas CHIN LOY en date du 24 mai 2023 enregistrée sous le n° 744 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 16 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. CHIN LOY, gérant de la SARL SCB, Atelier Chin Loy, Tahiti Housse, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé angle de l'avenue Georges-Clemenceau et de la rue Tutea-Pambrun à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 744.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 2 caméra(s) extérieure(s) et de 4 caméra(s) intérieure(s).

La voie publique ainsi que les bâtiments environnant l'établissement, objet du présent arrêté, ne doivent pas apparaître dans le champ de vision des caméras.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens/lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Nicolas CHIN LOY, gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1413 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Sodispo***NOR : ETA24300692AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Jean-François GOVIN en date du 9 novembre 2023 enregistrée sous le n° 761 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 18 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Jean-François GOVIN, président-directeur général de la société Sodispo, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé zone industrielle Papeava entrepôt 3 et 4 à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 761.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 4 caméras extérieure(s) et de 7 caméras intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Jean-François GOVIN, PDS.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY



**Arrêté n° HC 1414 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le Laboratoire des travaux publics***NOR : ETA24300685AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Emmanuelle RAUZY en date du 28 mars 2024 enregistrée sous le n° 766 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 18 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Emmanuelle RAUZY, directrice du Laboratoire des travaux publics, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé 261, route de Tipaerui à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 766.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 3 caméras extérieures et de 0 caméra intérieure.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : prévention des atteintes aux biens / protection des bâtiments publics.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Mme Emmanuelle RAUZY, directrice.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1415 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par le magasin IO Buro***NOR : ETA24300686AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Benjamin CHEUNG en date du 12 mars 2024 enregistrée sous le n° 767 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 16 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Vu proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Benjamin CHEUNG, responsable du magasin IO Buro, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé 84, avenue du Prince Hinoï à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 767.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 0 caméra extérieure et de 7 caméras intérieures.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens/lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Pascal KWONG, directeur général ;
- M. Benjamin CHEUNG, responsable du magasin ;
- M. Stevens TAEAETAATA, responsable multimédia.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1416 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Garage Bambou***NOR : ETA24300684AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Kévin LAIWOA en date du 26 février 2024 enregistrée sous le n° 764 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 18 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Kévin LAIWOA, gérant du garage Bambou, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé avenue Georges-Clémenceau à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 764.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 1 caméra(s) extérieure(s) et de 2 caméra(s) intérieure(s).

La voie publique ainsi que les bâtiments environnant l'établissement, objet du présent arrêté, ne doivent pas apparaître dans le champ de vision des caméras.

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Kevin LAIWOA, gérant.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**Arrêté n° HC 1417 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par l'Office polynésien de l'habitat**

NOR : ETA24300688AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de M. Mike AH TCHOY en date du 27 mars 2024 enregistrée sous le n° 771 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le jeudi 18 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — M. Mike AH TCHOY, directeur général par intérim de l'Office polynésien de l'habitat, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé rue des Remparts à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 771.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 4 caméras extérieures et de 0 caméra(s) intérieure(s).

Les caméras filmant des zones strictement réservées au personnel sont exclues du champ d'application du présent arrêté.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- M. Mike AH TCHOY, directeur général par intérim ;
- M. Mickael GUICHARD, directeur des ressources humaines et de l'innovation ;
- M. Bruno MARTY, directeur de la maîtrise d'ouvrage ;
- Mme Valérie LAFOND, *data protection officer*.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY



**Arrêté n° HC 1418 CABINET/DS/PPA du 8 août 2024 autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection par la société Tahiti Pearl Market***NOR : ETA24300694AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 254-2 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté n° HC 931 CAB/DS/PPA du 10 juin 2024 portant désignation des membres de la commission locale de vidéoprotection ;

Vu la demande de Mme Vaiana TEHAAMATAI en date du 27 février 2024 enregistrée sous le n° 773 ;

Vu l'avis de la commission locale de vidéoprotection réunie le mardi 16 juillet 2024 ;

Considérant que le système considéré répond aux finalités prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Mme Vaiana TEHAAMATAI, gérante la société Tahiti Pearl Market, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter un système de vidéoprotection au sein de l'établissement situé 25 rue Père-Colette à Papeete, conformément à la demande susvisée enregistrée sous le n° 773.

Le dispositif de vidéoprotection est composé de 1 caméra(s) extérieure(s) et de 4 caméra(s) intérieure(s).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi : sécurité des personnes/prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra en aucun cas être destiné à alimenter un fichier nominatif et doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 2. — L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images est strictement interdit à toute personne n'ayant pas été au préalable habilitée. Les personnes habilitées à accéder aux images au sein de l'établissement cité à l'article 1er sont les suivantes :

- Vaiana TEHAAMATAI, gérante.

Art. 3. — Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer sont données à toutes les personnes concernées.

Le système de vidéoprotection doit être équipé de dispositifs techniques permettant de garantir la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des enregistrements.

Art. 4. — Le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer le haut-commissariat de la date de mise en service des caméras de vidéoprotection.

Art. 5. — Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits après un délai maximum de conservation de 15 jours.

Art. 6. — Le public est informé de la présence de caméras dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;

- les affiches ou panneaux comportant un pictogramme représentant une caméra doivent indiquer les références du code de la sécurité intérieure susvisées, l'identité et les coordonnées du service ou de la personne auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet. Ce registre est présenté à toute réquisition de l'autorité chargée du contrôle de la régularité du système.

Art. 8. — Lors d'un contrôle sur les conditions de fonctionnement des systèmes de vidéoprotection, la commission locale de vidéoprotection peut demander la suspension ou la suppression des dispositifs non autorisés, non conformes à leur autorisation ou dont il est fait un usage anormal.

Art. 9. — Toute modification présentant un caractère substantiel (changement d'activité dans les lieux protégés, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du secrétariat de la commission locale de vidéoprotection assuré par le pôle des polices administratives du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 10. — Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que son titulaire ait été invité à présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisées relatives à la vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles la présente autorisation a été délivrée.

Art. 11. — La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables. Une nouvelle demande devra être présentée auprès du haut-commissariat quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Art. 12. — Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-2 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Art. 13. — La directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé(e).

*Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice des sécurités,*  
Anne-Laure DAUTRY

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

**Avis n° 1690 CM du 20 septembre 2024 portant sur le projet de décret relatif à la mise à disposition par les communes de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions**

*NOR : DDC24202770AV-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 510 DIRAJ/BAJC/rr du 23 août 2024 ;

Vu l'avis du Syndicat pour la promotion des communes du 4 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif à la mise à disposition par les communes de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions appelle un avis favorable sous réserve des observations suivantes :

- il serait opportun d'associer la Polynésie française et les acteurs communaux à la rédaction de l'arrêté du haut-commissaire fixant les modalités techniques de création, de publication et de modification des données ;
- le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française a partagé un point de vigilance sur les échéances de mise en œuvre proposées, tant en raison de la période électorale les entourant que des autres priorités d'exécution des missions de service public définies par chaque commune. Dès lors, il conviendrait de prendre en compte cet avis réservé sur la mise en œuvre effective du projet.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1703 CM du 25 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour la construction de la seconde tranche de la cuisine***NOR : SJS24201246AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Puna Reo Piha'e'ina en date du 26 janvier 2024 ;

Vu la lettre n° 4609 PR du 26 juillet 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 29 juillet 2024 ;

Vu l'avis n° 284-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 5 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 3 038 570 F CFP (trois-millions-trente-huit-mille-cinq-cent-soixante-dix francs CFP) en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour la construction de la seconde tranche de la cuisine, dont le coût total est estimé à 7 596 425 F CFP (sept-millions-cinq-cent-quatre-vingt-seize-mille-quatre-cent-vingt-cinq francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 40 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 3 038 570 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91105, AP 203.2024, AE 213.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 2 278 928 F CFP (deux-millions-deux-cent-soixante-dix-huit-mille-neuf-cent-vingt-huit francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 759 642 F CFP (sept-cent-cinquante-neuf-mille-six-cent-quarante-deux francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association Puna Reo Piha'e'ina s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Puna Reo Piha'e'ina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAI

**Arrêté n° 1704 CM du 26 septembre 2024 portant retrait partiel de l'agrément accordé par arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 au projet présenté par la société Tuanui consistant en la maintenance et le remplacement des équipements de 10 navires de pêche hauturière en vue de leur mise en exploitation**

NOR : DIP24202717AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le titre Ier de la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'article LP. 913-8 du code des impôts qui dispose que « l'agrément du programme d'investissement est conditionné par l'engagement pris par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement de respecter les réglementations applicables en Polynésie française durant la phase de réalisation du programme d'investissement comme, le cas échéant, durant la phase de son exploitation » ;

Vu l'article LP. 915-4 du code des impôts qui dispose que « l'attestation d'achèvement du programme d'investissement doit être déposé à la direction des impôts et des contributions publiques dans les trois mois dudit achèvement » ;

Vu l'article LP. 919-31 du code des impôts qui dispose que « le retrait d'agrément est prononcé en cas d'inexécution par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, des engagements souscrits par cette dernière en vue d'obtenir l'agrément ou en cas de non-respect des conditions auxquelles l'octroi de cet agrément a été subordonné [...] » ;

Vu l'article LP. 925-4 du code des impôts qui dispose que « l'entreprise s'engage, si ses investissements concernent les activités de maintenance des investissements, à ce que les investissements agréés soient utilisés conformément à leur destination pendant une durée au moins égale à cinq années à compter de la date de production de l'attestation d'achèvement du programme » ;

Vu l'arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 portant agrément du projet présenté par la société Tuanui consistant en la maintenance et le remplacement des équipements de 10 navires de pêche hauturière en vue de leur mise en exploitation ;

Vu l'attestation d'achèvement au 31 août 2022 produite par la société Tuanui le 10 mai 2023 ;

Vu la lettre n° 582 MEF du 5 avril 2024 adressée à la société Tuanui l'informant d'une procédure de retrait de l'agrément accordé par arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 ;

Considérant que 5 navires faisant l'objet du programme d'investissement ne détiennent pas les autorisations administratives requises pour naviguer et pêcher et/ou ne sont pas en activité, parmi lesquels 2 sont encore en cours de rénovation au 2e semestre de 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est procédé au retrait partiel de l'agrément accordé à la société Tuanui par arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 au titre du programme d'investissement consistant en la maintenance et le remplacement des équipements de 10 navires de pêche hauturière en vue de leur mise en exploitation.

Art. 2. — Dans le libellé et aux articles 1er et 2 de l'arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017, au lieu de lire : « 10 » lire : « 5 ».

Art. 3. — À l'article 3 de l'arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 au lieu de lire : « 112 254 590 F CFP (cent-douze-millions-deux-cent-cinquante-quatre-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix francs CFP) », lire : « 56 127 295 F CFP (cinquante-six-millions-cent-vingt-sept-mille-deux-cent-quatre-vingt-quinze francs CFP) ».

Art. 4. — À l'article 4 de l'arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 au lieu de lire : « 44 901 836 F CFP (quarante-quatre-millions-neuf-cent-un-mille-huit-cent-trente-six francs CFP) » lire : « 22 450 918 F CFP (vingt-deux-millions-quatre-cent-cinquante-mille-neuf-cent-dix-huit francs CFP) ».

Art. 5. — À l'article 5 de l'arrêté n° 2296 CM du 1er décembre 2017 au lieu de lire : « 33 676 377 F CFP (trente-trois-millions-six-cent-soixante-seize-mille-trois-cent-soixante-dix-sept francs CFP) » lire : « 16 838 188 F CFP (seize-millions-huit-cent-trente-huit-mille-cent-quatre-vingt-huit francs CFP). ».

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1705 CM du 26 septembre 2024 portant ouverture de quotas spécifiques d'importation de fleurs coupées pour la Toussaint 2024 et la Saint-Valentin 2025**

NOR : DAE24202636AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1995 modifié relatif au régime d'importation des fleurs coupées ;

Vu l'arrêté n° 861 CM du 22 juin 1999 modifié fixant le régime d'importation des produits soumis au contrôle du commerce extérieur ;

Vu l'avis de la commission des fleurs coupées en date du 27 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1995 modifié les quotas spécifiques d'importation de fleurs coupées sont ouverts au profit exclusif des fleuristes dans les conditions ci-après :

- pour la Toussaint (novembre 2024) : 16 980 tiges ;

- pour la Saint-Valentin (février 2025) : 24 200 tiges.

Art. 2. — En cas de rupture de leurs approvisionnements en fleurs locales en raison d'éventuels aléas climatiques exceptionnels, les fleuristes seront autorisés, dans cette hypothèse, à importer un quota supplémentaire équivalent à 50 % du contingent spécifique qui leur a été alloué au titre des fêtes citées à l'article 1er.

Art. 3. — Les modalités de répartition entre fleuristes seront déterminées par la direction générale des affaires économiques.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER



**Arrêté n° 1708 CM du 26 septembre 2024 autorisant l'acquisition, par voie de préemption de la parcelle cadastrée section VB n° 28 d'une superficie de 1 600 m<sup>2</sup>, sise commune de Taha'a, commune associée de Vaitō'are, appartenant à Mme Élisabeth SUZANNE-LAMARRE épouse TOMATIS**

NOR : DAF24201145AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-123 AT du 4 novembre 1993 complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française et portant réglementation d'un droit de préemption ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner du 23 novembre 2023 par l'office notarial Clémencet, Pinna, Mou-Hing, mandataire de Mme Élisabeth SUZANNE-LAMARRE épouse TOMATIS, reçue à la direction des affaires foncières le 15 janvier 2024 ;

Vu la lettre n° 1580 VP du 13 mars 2024 sur l'exercice du droit de préemption de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 13 avril 2024 de l'office notarial Clémencet, Pinna, Mou-Hing informant de l'accord de Mme Élisabeth SUZANNE-LAMARRE épouse TOMATIS ;

Vu la lettre n° 4585/PR du 26 juillet 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 29 juillet 2024 ;

Vu l'avis n° 268-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 5 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française est autorisée à acquérir, par voie de préemption, la parcelle dépendant de la terre Pamatai et Taiahoe Lot 1b cadastrée section VB n° 28 d'une superficie de 1 600 m<sup>2</sup>, sise commune de Taha'a, commune associée de Vaitō'are, appartenant à Mme Élisabeth SUZANNE-LAMARRE épouse TOMATIS.

Art. 2. — Cette acquisition est destinée à la constitution d'une réserve foncière.

Art. 3. — Le montant de l'acquisition est fixé à 18 395 063 F CFP (dix-huit-millions-trois-cent-quatre-vingt-quinze-mille-soixante-trois francs CFP) en ce compris les frais d'agence d'un montant de 1 161 452 F CFP (un-million-cent-soixante-et-un-mille-quatre-cent-cinquante-deux francs CFP) payable dans un délai de trois (3) mois au plus tard après la signature de l'acte de vente.

Art. 4. — La dépense afférente à cette acquisition, les frais de l'acte notarié et autres frais sont imputés au budget de la Polynésie française : mission 916, programme 916 03, AP 346.2024, AE 102.2024, article 211.

L'acte notarié est exonéré des droits d'enregistrement, de publicité foncière et de la taxe de publicité immobilière.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Élisabeth SUZANNE-LAMARRE épouse TOMATIS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,  
Warren DEXTER

**Arrêté n° 1709 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide au développement en faveur de la SARL Moanaura Lodge pour un programme d'extension d'une pension de famille dénommée Moanaura Lodge, sise à Tahiti**

NOR : SDT24202372AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 572 CM du 6 avril 2018 modifié relatif à la déclaration d'activité en matière d'hébergement touristique ;

Vu l'arrêté n° 2467 CM du 29 novembre 2018 portant application de la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des pensions de famille ;

Vu l'arrêté n° 208 PR du 5 février 2024 portant classement par tiare de l'établissement Moanaura Lodge ;

Vu la demande d'aide au développement de la SARL Moanaura Lodge représentée par M. Raymond TCHEN en date du 27 décembre 2023 ;

Vu le récépissé de dossier complet de demande d'aide n° 1400 PR/SDT du 29 juillet 2024 ;

Vu la lettre n° 5052/PR du 14 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 16 août 2024 ;

Vu l'avis n° 298-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 2 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de 7 000 000 F CFP (sept-millions de francs CFP) en faveur de la SARL Moanaura Lodge pour financer la réalisation d'un programme d'extension d'une pension de famille dénommée Moanaura Lodge sise à Tahiti, dont le coût total de l'opération éligible est estimé à 20 647 415 F CFP hors taxes (vingt-millions-six-cent-quarante-sept-mille-quatre-cent-quinze francs CFP hors taxes).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, programme 90402, AP 66.2024, AE 125.2024, article 204, centre de travail 735 service du tourisme, exercice 2024.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de la SARL Moanaura Lodge, dans les livres de la Banque SOCREDO.

Art. 4. — Le versement de l'aide au développement sera effectué selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % du montant de l'aide, soit 3 500 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-mille francs CFP) dès réception par le service du tourisme des justificatifs de commencement du programme de développement ;

- le versement du solde s'effectuera sur présentation des factures acquittées attestant la réalisation de la totalité du programme de développement et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par le présent arrêté.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant éligible ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de la seconde tranche s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir du montant réel de l'investissement éligible.

Art. 6. — À compter de la date de commencement d'exécution du programme de développement, le bénéficiaire de l'aide au développement est tenu de réaliser ce programme dans un délai maximal de deux ans.

Art. 7. — Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de la décision attributive, le programme ou la tranche de programme au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 8. — Un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide dans les cas suivants :

- en cas de non-respect de l'une des obligations faites au bénéficiaire de l'aide, et notamment du non-respect des délais impartis pour justifier de l'emploi de l'aide versée ;
- dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du programme mentionné à l'article 1er.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Moanaura Lodge et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1710 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 3 - construction de divers locaux)**

NOR : DDC24202179AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Arue en date du 28 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 372 PR/DDC en date du 15 mars 2024, confirmée par lettre n° 718 PR/DDC en date du 29 mai 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5257 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 360-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour financer les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 3 - construction de divers locaux), dont le coût réel est estimé à 24 766 436 F CFP (vingt-quatre-millions-sept-cent-soixante-six-mille-quatre-cent-trente-six francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 12 383 218 F CFP (douze-millions-trois-cent-quatre-vingt-trois-mille-deux-cent-dix-huit francs CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit 6 191 609 F CFP (six-millions-cent-quatre-vingt-onze-mille-six-cent-neuf francs CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit 2 476 644 F CFP (deux-millions-quatre-cent-soixante-seize-mille-six-cent-quarante-quatre francs CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 11 392 561 F CFP et 16 345 848 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- la copie du certificat de conformité ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- une procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 42.2024, AE 301.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1711 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 2 - travaux d'aménagements divers)**

NOR : DDC24202178AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Arue en date du 28 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 373 PR/DDC en date du 15 mars 2024, confirmée par lettre n° 719 PR/DDC en date du 29 mai 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5251 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 359-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arue pour financer les travaux d'aménagement d'une aire de jeux au site Hirione, dit Vaipoopoo (phase 2 - travaux d'aménagements divers), dont le coût réel est estimé à 85 485 630 F CFP (quatre-vingt-cinq-millions-quatre-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cent-trente francs CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 30 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 25 645 689 F CFP (vingt-cinq-millions-six-cent-quarante-cinq-mille-six-cent-quatre-vingt-neuf francs CFP).

**Art. 3.** — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit 12 822 844 F CFP (douze-millions-huit-cent-vingt-deux-mille-huit-cent-quarante-quatre francs CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit 5 129 138 F CFP (cinq-millions-cent-vingt-neuf-mille-cent-trente-huit francs CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 39 323 390 F CFP et 56 420 516 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

**Art. 4.** — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- la copie du certificat de conformité ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 42.2024 - AE 301.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1712 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tureia pour l'acquisition d'un chargeur excavateur***NOR : DDC24202196AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Tureia en date du 30 janvier 2024, réceptionné le 21 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 195 PR/DDC en date du 23 février 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5266 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 343-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tureia pour financer l'acquisition d'un chargeur excavateur, dont le coût réel est estimé à 17 968 948 F CFP (dix-sept-millions-neuf-cent-soixante-huit-mille-neuf-cent-quarante-huit francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 70 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 12 578 264 F CFP (douze-millions-cinq-cent-soixante-dix-huit-mille-deux-cent-soixante-quatre francs CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Tureia de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.



Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 51.2024 - AE 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tureia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1713 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Hikueru pour la production d'eau potable sur les atolls de Hikueru, Marokau et Ravahere – tranche 1**

NOR : DDC24202485AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81/APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hikueru en date du 26 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 297 PR/DDC en date du 11 mars 2024 ;

Vu l'insuffisance de crédits de l'autorisation de programme n° 47.2024, intitulée « Subventions aux communes - gestion de l'eau AEP - programmation 2024 » ;

Vu la lettre n° 5248 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 326-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Hikueru pour financer la production d'eau potable sur les atolls de Hikueru, Marokau et Ravahere – tranche 1, dont le coût réel est estimé à 35 645 081 F CFP (trente-cinq-millions-six-cent-quarante-cinq-mille-quatre-vingt-un francs CFP).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hikueru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1714 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Hao pour l'étude préalable - abri de survie**

NOR : DDC24202479AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hao en date du 8 février 2024, réceptionné le 27 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 303 PR/DDC en date du 11 mars 2024 ;

Vu l'insuffisance de crédits de l'autorisation de programme n° 42.2024, intitulée « Subventions aux communes - acquisitions foncières, bâtiments & aménagements divers - programmation 2024 » ;

Vu la lettre n° 5249 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 327-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Hao pour financer l'étude préalable - abri de survie, dont le coût réel est estimé à 17 797 500 F CFP (dix-sept-millions-sept-cent-quatre-vingt-dix-sept-mille-cinq-cents francs CFP).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1715 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Teva I Uta pour les études de conception pour la reconstruction de la mairie annexe de Papeari**

NOR : DDC24202477AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Teva I Uta en date du 20 février 2024, réceptionné le 22 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 264 PR/DDC en date du 4 mars 2024 ;

Vu l'insuffisance de crédits de l'autorisation de programme n° 42.2024, intitulée « Subventions aux communes - acquisitions foncières, bâtiments & aménagements divers - programmation 2024 » ;

Vu la lettre n° 5245 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 329-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Teva I Uta pour financer les études de conception pour la reconstruction de la mairie annexe de Papeari, dont le coût réel est estimé à 27 759 000 F CFP (vingt-sept-millions-sept-cent-cinquante-neuf-mille francs CFP).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1716 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un véhicule équipé d'un grappin pour la collecte des déchets verts et encombrants**

NOR : DDC24202495AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Mahina en date du 27 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 329 PR/DDC en date du 13 mars 2024 ;

Vu l'insuffisance de crédits de l'autorisation de programme n° 49.2024, intitulée « Subventions aux communes - déchets - programmation 2024 » ;

Vu la lettre n° 5253 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 332-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Mahina pour financer l'acquisition d'un véhicule équipé d'un grappin pour la collecte des déchets verts et encombrants, dont le coût réel est estimé à 43 832 900 F CFP (quarante-trois-millions-huit-cent-trente-deux-mille-neuf-cents francs CFP).

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Mahina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1717 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Takaroa pour l'acquisition d'un chargeur excavateur pour Takapoto***NOR : DDC24202240AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Takaroa en date du 26 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 274 PR/DDC en date du 4 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5260 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 339-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Takaroa pour financer l'acquisition d'un chargeur excavateur pour Takapoto, dont le coût réel est estimé à 19 100 000 F CFP (dix-neuf-millions-cent-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 11 460 000 F CFP (onze-millions-quatre-cent-soixante-mille francs CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Takapoto de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 51.2024, AE 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Takaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1718 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Rapa pour l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM)**

NOR : DDC24202460AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Rapa en date du 16 février 2024, réceptionné le 19 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 170 PR/DDC en date du 22 février 2024 ;

Vu l'insuffisance de crédits de l'autorisation de programme n° 49.2024, intitulée « Subventions aux communes - déchets - programmation 2024 » ;

Vu la lettre n° 5252 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 323-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Rapa pour financer l'acquisition d'un camion Benne à ordures ménagères (BOM), dont le coût réel est estimé à 24 735 044 F CFP (vingt-quatre-millions-sept-cent-trente-cinq-mille-quarante-quatre francs CFP).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Rapa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER



**Arrêté n° 1719 CM du 26 septembre 2024 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur du syndicat Fenua Ma pour l'acquisition d'un camion plateau de moins de 7,5 tonnes, équipé d'un hayon élévateur**

NOR : DDC24202487AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier du syndicat Fenua Ma en date du 19 février 2024, réceptionné le 22 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 197 PR/DDC en date du 23 février 2024 ;

Vu l'insuffisance de crédits de l'autorisation de programme n° 49.2024, intitulée « Subventions aux communes - déchets - programmation 2024 » ;

Vu la lettre n° 5246 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 321-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par le syndicat Fenua Ma pour financer l'acquisition d'un camion plateau de moins de 7,5 tonnes, équipé d'un hayon élévateur, dont le coût réel est estimé à 8 563 100 F CFP (huit-millions-cinq-cent-soixante-trois-mille-cent francs CFP).

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au syndicat Fenua Ma et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1720 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rimatara pour la réhabilitation de la salle omnisports***NOR : DDC24202157AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Rimatara en date du 13 février 2024, réceptionné le 19 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 298 PR/DDC en date du 11 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5265/PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 336-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rimatara pour financer la réhabilitation de la salle omnisports, dont le coût réel est estimé à 188 924 687 F CFP (cent-quatre-vingt-huit-millions-neuf-cent-vingt-quatre-mille-six-cent-quatre-vingt-sept francs CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 113 354 812 F CFP (cent-treize-millions-trois-cent-cinquante-quatre-mille-huit-cent-douze francs CFP).

**Art. 3.** — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit 56 677 406 F CFP (cinquante-six-millions-six-cent-soixante-dix-sept-mille-quatre-cent-six francs CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit 22 670 962 F CFP (vingt-deux-millions-six-cent-soixante-dix-mille-neuf-cent-soixante-deux francs CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 86 905 356 F CFP et 124 690 293 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

**Art. 4.** — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- la copie du certificat de conformité ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP. 43.2024 - AE. 302.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Rimatara et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1721 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour l'acquisition d'une pelle hydraulique sur chenilles de 18 tonnes équipée d'un brise roche**

NOR : DDC24202237AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Rangiroa en date du 30 janvier 2024, réceptionné le 27 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 271 PR/DDC en date du 4 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5262 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 342-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour financer l'acquisition d'une pelle hydraulique sur chenilles de 18 tonnes équipée d'un brise roche, dont le coût réel est estimé à 30 732 000 F CFP (trente-millions-sept-cent-trente-deux-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 15 366 000 F CFP (quinze-millions-trois-cent-soixante-six-mille francs CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Rangiroa de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 51.2024, AE 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1722 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6 m<sup>3</sup>**

NOR : DDC24202238AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Rangiroa en date du 30 janvier 2024, réceptionné le 27 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 272 PR/DDC en date du 4 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5261/PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 341-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rangiroa pour financer l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6 m<sup>3</sup>, dont le coût réel est estimé à 23 227 700 F CFP (vingt-trois-millions-deux-cent-vingt-sept-mille-sept-cents francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 11 613 850 F CFP (onze-millions-six-cent-treize-mille-huit-cent-cinquante francs CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Rangiroa de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP. 51.2024 - AE. 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1723 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Punaauia pour les travaux de réhabilitation de la servitude Leeteg : voirie***NOR : DDC24202180AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Punaauia en date du 13 février 2024, réceptionné le 26 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 332 PR/DDC en date du 13 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5259/PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 357-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Punaauia pour financer les travaux de réhabilitation de la servitude Leeteg : voirie, dont le coût réel est estimé à 159 274 646 F CFP (cent-cinquante-neuf-millions-deux-cent-soixante-quatorze-mille-six-cent-quarante-six francs CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 95 564 788 F CFP (quatre-vingt-quinze-millions-cinq-cent-soixante-quatre-mille-sept-cent-quatre-vingt-huit francs CFP).

**Art. 3.** — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit 47 782 394 F CFP (quarante-sept-millions-sept-cent-quatre-vingt-deux-mille-trois-cent-quatre-vingt-quatorze francs CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit 19 112 958 F CFP (dix-neuf-millions-cent-douze-mille-neuf-cent-cinquante-huit francs CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 73 266 337 F CFP et 105 121 266 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

**Art. 4.** — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement.



Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP. 44.2024, AE. 303.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1724 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour l'acquisition d'une tractopelle pour Amanu**

NOR : DDC24202217AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hao en date du 8 février 2024, réceptionné le 27 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 304 PR/DDC en date du 11 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5268/PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 345-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour financer l'acquisition d'une tractopelle pour Amanu, dont le coût réel est estimé à 17 861 860 F CFP (dix-sept-millions-huit-cent-soixante-et-un-mille-huit-cent-soixante francs CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 10 717 116 F CFP (dix-millions-sept-cent-dix-sept-mille-cent-seize francs CFP).

**Art. 3.** — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

**Art. 4.** — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Amanu de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

**Art. 5.** — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP. 51.2024 - AE. 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1725 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour l'acquisition d'un camion de 13 m<sup>3</sup>**

NOR : DDC24202218AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hao en date du 9 février 2024, réceptionné le 28 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 366 PR/DDC en date du 15 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5267/PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 344-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hao pour financer l'acquisition d'un camion de 13 m<sup>3</sup>, dont le coût réel est estimé à 29 111 050 F CFP (vingt-neuf-millions-cent-onze-mille-cinquante francs CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 17 466 630 F CFP (dix-sept-millions-quatre-cent-soixante-six-mille-six-cent-trente francs CFP).

**Art. 3.** — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

**Art. 4.** — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Hao de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

**Art. 5.** — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP. 51.2024, AE. 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1726 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour l'acquisition d'un camion nacelle***NOR : DDC2420222AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Tatakoto en date du 28 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 305 PR/DDC en date du 11 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5269/PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 338-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour financer l'acquisition d'un camion nacelle, dont le coût réel est estimé à 23 946 903 F CFP (vingt-trois-millions-neuf-cent-quarante-six-mille-neuf-cent-trois francs CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 19 157 522 F CFP (dix-neuf-millions-cent-cinquante-sept-mille-cinq-cent-vingt-deux francs CFP).

**Art. 3.** — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

**Art. 4.** — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Tatakoto de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

**Art. 5.** — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP. 51.2024 - AE. 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tatakoto et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1727 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour la construction d'un hangar à compostage**

NOR : DDC2420223AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Tatakoto en date du 21 février 2024, réceptionné le 28 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 347 PR/DDC en date du 14 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5258 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 337-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour financer la construction d'un hangar à compostage, dont le coût réel est estimé à 44 883 117 F CFP (quarante-quatre-millions-huit-cent-quatre-vingt-trois-mille-cent-dix-sept francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 90 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 40 394 805 F CFP (quarante-millions-trois-cent-quatre-vingt-quatorze-mille-huit-cent-cinq francs CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit 20 197 402 F CFP (vingt-millions-cent-quatre-vingt-dix-sept-mille-quatre-cent-deux francs CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit 8 078 961 F CFP (huit-millions-soixante-dix-huit-mille-neuf-cent-soixante-et-un francs CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 28 276 364 F CFP et 36 355 325 F CFP (soit 63 % et 81 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement.



Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- la copie du certificat de conformité ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 49.2024, AE 308.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tatakoto et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1728 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour l'acquisition d'un camion 4x4 avec remorque***NOR : DDC24202212AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Tumaraa en date du 8 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 327 PR/DDC en date du 12 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5264 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 354-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour financer l'acquisition d'un camion 4x4 avec remorque, dont le coût réel est estimé à 20 804 000 F CFP (vingt-millions-huit-cent-quatre-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 10 402 000 F CFP (dix-millions-quatre-cent-deux-mille francs CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception des engins.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Tumaraa des équipements subventionnés ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 51.2024 - AE 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tumaraa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1729 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour l'acquisition d'un camion à benne pour le service technique***NOR : DDC24202211AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la Délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Ua Pou en date du 23 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 326 PR/DDC en date du 12 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5250 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 335-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Ua Pou pour financer l'acquisition d'un camion à benne pour le service technique, dont le coût réel est estimé à 28 156 854 F CFP (vingt-huit-millions-cent-cinquante-six-mille-huit-cent-cinquante-quatre francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 14 078 427 F CFP (quatorze-millions-soixante-dix-huit-mille-quatre-cent-vingt-sept francs CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour le solde :

- tout acte attestant de la livraison à Ua Pou de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 51.2024 - AE 307.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Ua Pou et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1730 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour les études préalables aux travaux de rénovation et d'extension de la salle omnisports Austin Hunter de Tevaitoa**

NOR : DDC24202184AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Tumaraa en date du 8 février 2024, réceptionné le 29 février 2024 ;

Vu la décision de recevabilité n° 357 PR/DDC en date du 14 mars 2024 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5263 PR du 22 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 23 août 2024 ;

Vu l'avis n° 353-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 10 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour financer les études préalables aux travaux de rénovation et d'extension de la salle omnisports Austin Hunter de Tevaitoa, dont le coût réel est estimé à 15 752 200 F CFP (quinze-millions-sept-cent-vingt-deux-mille-deux-cents francs CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de 12 601 760 F CFP (douze-millions-six-cent-un-mille-sept-cent-soixante francs CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit 6 300 880 F CFP (six-millions-trois-cent-mille-huit-cent-quatre-vingt francs CFP) au démarrage de l'opération ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondant à l'état de mandatement ;
- une copie de l'étude réalisée ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- réaliser l'opération dans le respect de la réglementation en vigueur et disposer de toutes les autorisations administratives requises ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable à la mission 903, programme 90301, AP 43.2024, AE 302.2024, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tumaraa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1731 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Beach Tennis Tahiti pour l'acquisition de matériel informatique**

NOR : SJS24202263AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Beach Tennis Tahiti en date du 30 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Beach Tennis Tahiti pour l'acquisition de matériel informatique, dont le coût total est estimé à 371 890 F CFP (trois-cent-soixante-et-onze-mille-huit-cent-quatre-vingt-dix francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 80,6690 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 300 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 225 000 F CFP (deux-cent-vingt-cinq-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 75 000 F CFP (soixante-quinze-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association Beach Tennis Tahiti s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.



Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Beach Tennis Tahiti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*

Nahema TEMARII

**Arrêté n° 1733 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association École de Voile de Arue pour l'acquisition d'un moteur de bateau**

NOR : SJS24202670AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association École de Voile de Arue en date du 11 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 911 520 F CFP (neuf-cent-onze-mille-cinq-cent-vingt francs CFP) en faveur de l'association École de Voile de Arue pour l'acquisition d'un moteur de bateau, dont le coût total est estimé à 1 450 000 F CFP (un-million-quatre-cent-cinquante-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 62,8634 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 911 520 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 683 640 F CFP (six-cent-quatre-vingt-trois-mille-six-cent-quarante francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 227 880 F CFP (deux-cent-vingt-sept-mille-huit-cent-quatre-vingt francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association École de Voile de Arue s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association École de Voile de Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 1734 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Tiare Apetahi no Tumaraa pour l'achat d'abri pour matériel**

NOR : SJS24202341AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Tiare Apetahi no Tumaraa en date du 15 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur de l'association Tiare Apetahi no Tumaraa pour l'achat d'abri pour matériel, dont le coût total est estimé à 299 800 F CFP (deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf-mille-huit-cents francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 83,3889 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 250 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 187 500 F CFP (cent-quatre-vingt-sept-mille-cinq-cents francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 62 500 F CFP (soixante-deux-mille-cinq-cents francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association Tiare Apetahi no Tumaraa s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Tiare Apetahi no Tumaraa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*

Nahema TEMARII

**Arrêté n° 1735 CM du 26 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la fédération Tahitienne de Tir à l'Arc pour l'acquisition de deux conteneurs**

NOR : SJS24202709AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de la fédération Tahitienne de Tir à l'Arc en date du 15 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 700 000 F CFP (sept-cent-mille francs CFP) en faveur de la fédération Tahitienne de Tir à l'Arc pour l'acquisition de deux conteneurs, dont le coût total est estimé à 900 000 F CFP (neuf-cent-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 77,7778 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 700 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 525 000 F CFP (cinq-cent-vingt-cinq-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — La fédération Tahitienne de Tir à l'Arc s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la fédération Tahitienne de Tir à l'Arc et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*

Nahema TEMARII

**Arrêté n° 1736 CM du 26 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 1848 CM du 18 octobre 2023 modifié relatif à la composition de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP)***NOR : DAS24202854AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 modifiée relative à l'action en faveur des handicapés (r.e. Arrêté n° 2968 AA du 21 mai 1982) ;

Vu l'arrêté n° 1848 CM du 18 octobre 2023 modifié relatif à la composition de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Au b) de l'article 1er de l'arrêté n° 1848 CM du 18 octobre 2023 relatif à la composition de la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) :

Le nom : « Lisa PIRON » est remplacé par le nom : « Laure MAUDOUS ».

Art. 2. — La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,*

Minarii GALENON-TAUPUA



**Arrêté n° 1738 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réalisation des armoires de l'internat**

NOR : DEE24202698AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Rangiroa pour l'exercice 2024 en date du 20 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 2 720 000 F CFP (deux-millions-sept-cent-vingt-mille francs CFP) en faveur du collège de Rangiroa pour financer la réalisation des armoires de l'internat.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 1 360 000 F CFP (un-million-trois-cent-soixante-mille francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- une 2e fraction de 45 %, soit 1 224 000 F CFP (un-million-deux-cent-vingt-quatre-mille francs CFP), sur présentation d'un bon de commande ou d'une attestation de démarrage de l'opération ;
- le solde, soit 136 000 F CFP (cent-trente-six-mille francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Rangiroa s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Rangiroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 1739 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Gatiga Pearl à l'usage de son exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 498)**

NOR : DRM24202365AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 875 CM du 26 juin 2024 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix maximaux de certains produits hydrocarbures en Polynésie française pour le mois de juillet 2024 ;

Vu l'arrêté n° 9000 MPR/DRM modifié du 18 septembre 2023 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Gatiga Pearl sis à Gambier, commune de Gambier (exploitant n° 498) ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture du 31 mai 2024, reçue le 31 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de la SCA Gatiga Pearl, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisé dans le cadre de ses activités perlicoles aux Gambier, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 19 mai 2025.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 2 000 litres d'essence sans plomb et de 2 000 litres de gazole pour l'exploitation perlicole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de la SCA Gatiga Pearl délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — La SCA Gatiga Pearl s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Gatiga Pearl et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1740 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Kirimiro Perles à l'usage de son exploitation perlicole sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 517)**

*NOR : DRM24202321AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 875 CM du 26 juin 2024 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix maximaux de certains produits hydrocarbures en Polynésie française pour le mois de juillet 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2845 MPR/DRM du 15 mars 2024 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Kirimiro Perles sis à Gambier, commune de Gambier (exploitant n° 517) ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture du 12 juin 2024 reçue le 19 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de la SCA Kirimiro Perles, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisé dans le cadre de ses activités perlicoles aux Gambier, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 14 mars 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 3 000 litres d'essence sans plomb et de 1 200 litres de gazole pour l'exploitation perlicole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de la SCA Kirimiro Perles délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — La SCA Kirimiro Perles s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Kirimiro Perles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1741 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la SCA Ahe Pearls Company à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 231)**

NOR : DRM24202267AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 875 CM du 26 juin 2024 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix maximaux de certains produits hydrocarbures en Polynésie française pour le mois de juillet 2024 ;

Vu l'arrêté n° 712 CM du 17 mai 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Ahe Pearls Company, sise à Ahe commune de Manihi (exploitant n° 231) ;

Vu les factures justificatives de la SCA Ahe Pearls Company de la période du 9 août 2023 au 29 juillet 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture du 28 juin 2024 reçue le 18 juillet 2024 ;

Vu la demande de maintien de quota de la SCA Ahe Pearls Company du 27 juin 2024 reçue le 22 juillet 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de la SCA Ahe Pearls Company, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisé dans le cadre de ses activités perlicoles à Ahe, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 29 juillet 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 8 400 litres d'essence sans plomb et de 5 600 litres de gazole pour l'exploitation perlicole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de la SCA Ahe Pearls Company délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — La SCA Ahe Pearls Company s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Ahe Pearls Company et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI



**Arrêté n° 1742 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Puna reo Piha'e'ina pour financer la construction d'un réfectoire, sur le site Pererau, sis à Moorea, dans le cadre du projet de Village Pererau**

NOR : SCP24201694AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement en date du 28 mars 2024 formulée par la présidente de l'association Puna reo Piha'e'ina pour l'exercice 2024 ;

Vu l'avis du comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française du 29 mai 2024 ;

Vu la lettre n° 4998 PR du 12 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 13 août 2024 ;

Vu l'avis n° 316-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 2 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 14 135 000 F CFP (quatorze-millions-cent-trente-cinq-mille francs CFP) en faveur de l'association Puna reo Piha'e'ina pour financer la construction d'un réfectoire, sur le site Pererau, sis à Moorea, dans le cadre du projet de Village Pererau, dont le montant prévisionnel subventionnable s'élève à 15 492 300 F CFP (quinze-millions-quatre-cent-quatre-vingt-douze-mille-trois-cents francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 91,24 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant plafond de 14 135 000 F CFP (quatorze-millions-cent-trente-cinq-mille francs CFP).

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 90801, AP 136.2024, AE 280.2024, article 204, centre de travail 750.

Art. 4. — La subvention sera versée sur le compte bancaire de l'association Puna reo Piha'e'ina selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 10 601 250 F CFP (dix-millions-six-cent-un-mille-deux-cent-cinquante francs CFP), sur présentation par le bénéficiaire d'un justificatif de démarrage de l'opération financée et du permis de travaux immobiliers, et dès parution au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- un acompte de 20 %, soit 2 827 000 F CFP (deux-millions-huit-cent-vingt-sept-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de l'utilisation du premier versement perçu à titre d'avance et d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes ;
- le solde de 5 %, soit 706 750 F CFP (sept-cent-six-mille-sept-cent-cinquante francs CFP), sur présentation des pièces justificatives attestant de la réalisation du projet présenté, accompagnées d'un état récapitulatif des dépenses correspondantes.

Art. 5. — L'association Puna reo Piha'e'ina s'engage à produire auprès de la direction de la culture et du patrimoine, dans un délai de quinze (15) mois à compter de la date du versement de l'avance de 75 %, les pièces justificatives du coût de l'opération attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de présentation des justificatifs dans les délais impartis ou en cas d'utilisation partielle de la subvention, voire d'utilisation non-conforme à l'objet de la subvention, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie des sommes perçues.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Puna reo Piha'e'ina et publié *au Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPALA

**Arrêté n° 1747 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO**

NOR : SDR24201970AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO réceptionnée le 13 mai 2024 et réputée complète le 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 1 290 472 F CFP (un-million-deux-cent-quatre-vingt-dix-mille-quatre-cent-soixante-douze francs CFP) en faveur de la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle n° CAPL 2023-GS-094.

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majorés pour les filières cocotier et élevage avicole) selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
1 843 531	1 290 472

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 74021A, mission 905, AP 86.2024, AE 133.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 645 236 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage a commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — Les membres de la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO s'engagent à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Ils s'engagent à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Ils s'engagent également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la SCA Maurua Farms bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Maurua Farms représentée par M. Henere AH-TEO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1748 CM du 27 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 2058 CM du 7 octobre 2022 attribuant une aide financière en faveur de la SCA Parurumatai représentée par Mlle Umere GIBERT***NOR : SDR24202600AC*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la notification de l'arrêté n° 2058 CM du 7 octobre 2022 attribuant une aide financière en faveur de la SCA Parurumatai représentée par Mlle Umere GIBERT, en date du 25 octobre 2022 ;

Vu la lettre du 7 août 2024 de la SCA Parurumatai représentée par Mlle Umere GIBERT, réceptionnée le 8 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Lire à l'article 1er au montant total des dépenses éligibles : « 32 142 748 F CFP » au lieu de : « 35 142 748 F CFP. ».

Art. 2. — L'article 3 de l'arrêté n° 2058 CM du 7 octobre 2022 susvisé est remplacé comme suit :

« L'aide est versée suivant les modalités suivantes :

« - sur le compte ouvert par Temana Import, l'établissement Vanille de Tahiti, fournisseurs du matériel agricole et d'agro-transformation, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, les fournisseurs du matériel et la Polynésie française ;

« - sur le compte ouvert par la SCA Parurumatai représentée par Mlle Umere GIBERT selon les modalités suivantes :

« - une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire ;

« - une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total qui doit être versé directement au bénéficiaire peut lui être versée à la commande sur présentation des bons de commande correspondants ;

« - les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur et bénéficiaire sur présentation de(s) factures(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses réalisées et justifiant la livraison complète des équipements.

«

	Montant de la dépense (F CFP)	Montant de l'aide (F CFP)
Temana Import	10 499 150	5 249 575
Établissement Vanille de Tahiti	4 943 948	2 471 974
SCA Parurumatai	16 699 650	6 852 750
Total	32 142 748	14 574 299

»

Art. 3. — Le reste sans changement.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Parurumatai représentée par Mlle Umere GIBERT et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1749 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Production Peinture Polynésie dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion internet (ACI)**

NOR : ADN24202695AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises (ACE) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises (ACE) en Polynésie ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Production Peinture Polynésie en date du 19 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 109 509 F CFP (cent-neuf-mille-cinq-cent-neuf francs CFP) en faveur de la SARL Production Peinture Polynésie pour financer sa connexion à internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SARL Production Peinture Polynésie, selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 54 755 F CFP (cinquante-quatre-mille-sept-cent-cinquante-cinq francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 54 754 F CFP (cinquante-quatre-mille-sept-cent-cinquante-quatre francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant la dépense.

Art. 4. — La SARL Production Peinture Polynésie s'engage à produire dans un délai six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN), de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Production Peinture Polynésie et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER



**Arrêté n° 1750 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Agritech dans le cadre du dispositif d'Aide à la connexion Internet - (ACI)**

NOR : ADN24202694AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises - (ACE) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1635 CM du 27 octobre 2016 modifié portant application de la délibération n° 2016-97 APF du 13 octobre 2016 modifiée portant création du dispositif d'Aide à la connexion des entreprises - (ACE) en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SARL Agritech en date du 14 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 32 906 F CFP (trente-deux-mille-neuf-cent-six francs CFP) en faveur de la SARL Agritech pour financer sa connexion à l'Internet.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SARL Agritech, selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 16 453 F CFP (seize-mille-quatre-cent-cinquante-trois francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 16 453 F CFP (seize-mille-quatre-cent-cinquante-trois francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant la dépense.

Art. 4. — La SARL Agritech s'engage à produire dans un délai de six (6) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées et les justificatifs comptables, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - (DGEN), de l'utilisation de l'aide financière dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Agritech et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1751 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Tahiti Marine Biotech dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique (ACN), en Polynésie française**

NOR : ADN24202696AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique (ACN) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'aide à la création numérique (ACN), en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SAS Tahiti Marine Biotech en date du 28 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 350 000 F CFP (trois-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur de la SAS Tahiti Marine Biotech pour financer la création de son site internet et/ou application mobile.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SAS Tahiti Marine biotech, selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant la dépense.

Art. 4. — La SAS Tahiti Marine Biotech s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN).

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Tahiti Marine Biotech et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 1752 CM du 27 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCEA Green Goat dans le cadre du dispositif d'Aide à la création numérique - (ACN), en Polynésie française**

NOR : ADN24202753AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - (ACN) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - (ACN), en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par la SCEA Green Goat en date du 14 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 350 000 F CFP (trois-cent-cinquante-mille francs CFP) en faveur de la SCEA Green Goat pour financer la création de son site internet et/ou son application mobile.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de la SCEA Green Goat, selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de 175 000 F CFP (cent-soixante-quinze-mille francs CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — La SCEA Green Goat s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - (DGEN).

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA Green Goat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

**Arrêté n° 1754 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Fenua Smart**

NOR : SDR24201450AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SARL Fenua Smart réceptionnée le 12 janvier 2024 et réputée complète le 17 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 5026 PR/PR du 13 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 14 août 2024 ;

Vu l'avis n° 312-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 2 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 13 707 294 F CFP (treize-millions-sept-cent-sept-mille-deux-cent-quatre-vingt-quatorze francs CFP) en faveur de la SARL Fenua Smart (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée).

Le taux d'aide attribué correspond à 50 % (taux majorés pour filière agro-transformation) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
27 414 586	13 707 294

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par la SARL Fenua Smart selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 6 853 647 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Art. 4. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 6. — La SARL Fenua Smart s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 7. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la SARL Fenua Smart bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Fenua Smart et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1755 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association Jb's Garden**

NOR : SDR24201453AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de l'association Jb's Garden réceptionnée le 4 mars 2024 et réputée complète le 24 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 005326/PF/PR du 26 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 24 août 2024 ;

Vu l'avis n° 314-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 2 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 11 152 490 F CFP (onze-millions-cent-cinquante-deux-mille-quatre-cent-quatre-vingt-dix francs CFP) en faveur de l'association Jb's Garden (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée).

Le taux d'aide attribué correspond à 70 % (taux majoré pour filière groupement agricole) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aides (en F CFP)
15 932 128	11 152 490

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par Autotech Polynésie Intermtat, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Une avance de l'aide ne dépassant pas 50 % du montant total peut-être versée auprès du fournisseur à la commande, après présentation d'un justificatif attestant le versement de la quote-part du bénéficiaire.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Les tranches restantes ou totalité de l'aide sont versées au fournisseur sur présentation des factures justifiant la livraison complète des équipements.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — L'association Jb's Garden s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par l'association Jb's Garden bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Jb's Garden et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1756 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Biobase***NOR : SDR24201691AC*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SAS Biobase réceptionnée le 16 janvier 2024 et réputée complète le 18 mars 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 5325 PR du 26 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 27 août 2024 ;

Vu l'avis n° 313-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 2 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 7 416 071 F CFP (sept-millions-quatre-cent-seize-mille-soixante-et-onze francs CFP) en faveur de la SAS Biobase (aide type 2 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée).

Le taux d'aide attribué correspond à 50 % (taux majorés pour filière transformation de produits locaux) du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
14 832 142	7 416 071

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section investissement, centre de travail 740, mission 905, AP 74.2024, AE 129.2024, article 204.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par la SAS Biobase selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 %, soit 3 720 299 F CFP peut être versée, à la signature de l'arrêté accordant l'aide et sur présentation de(s) bon(s) de commande correspondant aux dépenses prévues ;
- les tranches restantes et le solde de l'aide en fonction de l'avancement réel de l'opération, après justification de l'utilisation de l'avance et sur présentation de(s) facture(s) acquittée(s) correspondant aux dépenses prévues réalisées.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.



Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — La SAS Biobase s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la SAS Biobase bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Biobase et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 1757 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA Hotu Fenua***NOR : SDR24201901AC*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de la SCA Hotu Fenua réceptionnée le 28 décembre 2023 et réputée complète le 19 février 2024 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à l'agriculture du 27 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 005327/PR/PR du 26 août 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 26 août 2024 ;

Vu l'avis n° 315-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 2 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide plafonnée à la conversion à l'agriculture biologique d'un montant de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP) en faveur de la SCA Hotu Fenua (aide type 10.AB de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée), carte professionnelle n° 2022-GS-062.

Le montant de l'aide par surface cultivée en conversion et par an est la suivante :

Objet	Surfaces (en ha)	Montant de l'aide (en F CFP)	Aide totale (en F CFP)
Cultures maraîchères	2,20	400 000	880 000
Cultures canne à sucre	11,60	200 000	2 320 000
Aide plafonnée			3 000 000

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée annuellement en une fois sur le compte de la SARL Hotu Fenua, sur certificat émis par le service en charge de l'agriculture indiquant les surfaces effectivement en conversion en agriculture biologique.

L'aide est versée pendant toute la durée de la conversion et pour une durée qui ne peut dépasser trois (3) ans.

Art. 4. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 5. — La SCA Hotu Fenua s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 6. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par la SCA Hotu Fenua bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Hotu Fenua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 1758 CM du 30 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association familiale ITAE-TETAA***NOR : SDR24202759AC*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de l'association familiale ITAE-TETAA réceptionnée complète le 5 juillet 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 183 156 F CFP (cent-quatre-vingt-trois-mille-cent-cinquante-six francs CFP) en faveur de l'association familiale ITAE-TETAA (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée).

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
228 945	183 156

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par la bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

La bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — L'association familiale ITAE-TETAA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Elle s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Elle s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par l'association familiale ITAE-TETAA bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association familiale ITAE-TETAA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRÉSIDENCE**

**Arrêté n° 2076 PR du 25 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 1230 PR du 22 juillet 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB pour la production audiovisuelle d'un documentaire unitaire, intitulé *Gaston FLOSSE, l'homme de Mangareva***

*NOR : ADN24513463AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2024 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la demande de report de l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB en date du 28 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au 3e alinéa de l'article 3 de l'arrêté n° 1230 PR du 22 juillet 2024 susvisé, les mots « 30 septembre 2024 » sont remplacés par « 31 mars 2025 ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de Mme Claire SCHWOB et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 2105 PR du 26 septembre 2024 autorisant la location de la parcelle de terre domaniale dénommée Tehotemu (partie), Tetauraro (partie), Ohava (partie), Mori (partie), Farakao parcelle, Tetopikorereka (partie), cadastrée section AR n° 4, sise commune de Hao, au profit de la SA Électricité de Tahiti**

NOR : DAF24507829AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SA Électricité de Tahiti en date du 27 avril 2023 et du 12 février 2024 ;

Vu l'avis de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier en date du 14 septembre 2023 ;

Vu la saisine de la commune de Hao en date du 1er juillet 2024 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 13 mai 2024 ;

Vu la lettre d'acceptation de la SA Électricité de Tahiti en date du 4 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — La location de la parcelle de terre domaniale dénommée Tehotemu (partie), Tetauraro (partie), Ohava (partie), Mori (partie), Farakao parcelle, Tetopikorereka (partie), cadastrée section AR n° 4, sise commune de Hao, d'une superficie de 20 m<sup>2</sup>, au profit de la SA Électricité de Tahiti, à des fins d'exploitation d'un poste de transformation électrique de distribution publique.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de 4 (quatre) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de 9 (neuf) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à 2 100 F CFP (deux-mille-cent francs CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne peut céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès préalable de l'autorité compétente.

Art. 6. — Toutes les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — En application des dispositions de l'article 74 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée susvisée, les occupations sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine privé de la Polynésie française donnent lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond *a minima* à la totalité des loyers dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de 100 %.

La SA Électricité de Tahiti a bénéficié d'un bail en date du 1er juillet 2013 qui est échu depuis le 30 juin 2022. Une indemnité pour occupation sans titre a été réclamée pour la période du 1er juillet 2022 au 31 mai 2024.

Un complément sera réclamé pour la période restant à couvrir de l'occupation hors bail, du 1er juin 2024 jusqu'à la veille de la signature du nouveau bail visé à l'article 2.

Cette indemnité est prévue par les termes du nouveau contrat de bail et est payable à la signature de celui-ci.

Art. 8. — Le présent arrêté sera notifié à la SA Électricité de Tahiti et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON



**Arrêté n° 2115 PR du 26 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 12149 MAF du 3 novembre 2022 autorisant la location de la parcelle de terre cadastrée commune de Papeete, section BV n° 78, au profit de la société civile immobilière Te Ava Vari**

NOR : DAF24503219AM-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1218 CM du 1er juillet 2021 portant déclassement d'un emplacement du domaine public fluvial, au droit des parcelles cadastrées section BV n° 34 et 35, sises dans la commune de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 12149 MAF du 3 novembre 2022 autorisant la location de la parcelle de terre cadastrée commune de Papeete, section BV n° 78, au profit de la société civile immobilière Te Ava Vari ;

Vu le bail en date du 1er décembre 2022 conclu entre la Polynésie française et la société civile immobilière Te Ava Vari relatif à la location de la parcelle de terre cadastrée commune de Papeete, section BV n° 78 ;

Vu la demande de la Société civile immobilière Te Ava Vari en date du 31 juillet 2023 complétée le 29 janvier 2024 ;

Vu l'avis de la direction de la construction et de l'aménagement en date du 22 février 2024 ;

Vu l'avis de la direction de l'équipement en date du 29 février 2024 complété le 10 juillet 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 12149 MAF du 3 novembre 2022 visé en référence est complété comme suit : «, d'aménagement d'un remblai et de construction d'un muret de soutènement de remblai en limite intérieure de la parcelle de terre cadastrée section BV n° 78 ».

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un avenant au bail du 1er décembre 2022 conclu entre la Polynésie française et la société civile Te Ava Vari.

La présente autorisation sera caduque dès lors que l'avenant y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois (4) à compter de la date de notification au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — Les droits d'enregistrement du présent arrêté et de l'avenant visé à l'article 2 du présent arrêté sont à la charge de la société civile immobilière Te Ava Vari.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à la société civile immobilière Te Ava Vari et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 2121 PR du 30 septembre 2024 portant attribution d'une licence de bureau d'excursions à la SARL Matira Jet Tours, enseigne commerciale Matira Jet Tours***NOR : SDT24511803AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 29 janvier 1988 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;

Vu l'arrêté n° 1592 PR du 24 novembre 2023, portant nomination des membres de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions au titre des intérêts professionnels ;

Vu l'arrêté n° 80 CM du 28 janvier 1988 fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 en matière de détermination de la caution et de la mise en œuvre de la garantie financière ;

Vu la demande de licence de bureau d'excursions de la SARL Matira Jet Tours, enseigne commerciale Matira Jet Tours en date du 15 mars 2024 ;

Vu le compte-rendu de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions n° 5616 PR/SDT du 5 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une licence de bureau d'excursions, ou licence B, est délivrée à la SARL Matira Jet Tours, enseigne commerciale Matira Jet Tours, RCS 96 78 B, n° TAHITI : 361 832, désignant M. Rainui BESINEAU, porteur de la licence de bureau d'excursions (licence B).

Le siège social de ladite SARL est situé à la Pointe de Matira, 98730 Bora Bora.

Art. 2. — La licence est délivrée sous réserve que soient fournis le document justificatif de la garantie financière définie à l'article 12 de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 susvisée et l'attestation d'assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle prévue à l'article 14 de ladite délibération, ainsi qu'une copie certifiée conforme d'un titre de propriété ou de location relatif au local à usage commercial approprié.

Faute de production de ces documents dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'autorisation est caduque de plein droit.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 2170 PR du 30 septembre 2024 portant renouvellement d'agrément de la SARL Bureau de Contrôles Polynésien afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage**

NOR : TRA24510833AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée fixant les mesures particulières de sécurité relative aux ascenseurs et monte-charges ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 12 octobre 1993 fixant les conditions et modalités d'agrément des vérificateurs ou organismes dans le cadre des mesures particulières de sécurité relatives aux ascenseurs, monte-charge et autres appareils de levage en application de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 ;

Vu l'arrêté n° 385 PR du 14 juin 2021 portant renouvellement d'agrément de la société Bureau de Contrôles Polynésien afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage ;

Vu la demande d'agrément présentée par la société Bureau de Contrôles Polynésien pour M. Marie-Joseph KEHA du 3 janvier 2024, reçue le 4 janvier 2024 à la direction du travail ;

Vu l'avis unanime des membres du comité technique consultatif émis dans sa séance du 1er février 2024, de reporter l'examen du dossier de M. Marie-Joseph KEHA à la prochaine réunion avec demande de production d'un ou plusieurs rapports de vérification des ascenseurs, monte-charges et autres des appareils de levage ;

Vu les rapports de vérification des ascenseurs, monte-charges et autres des appareils de levage, transmis par la société Bureau de Contrôles Polynésien à la direction du travail, par mail du 17 mars 2024 ;

Vu la demande renouvellement d'agrément présentée par la SARL Bureau de Contrôles Polynésien en date du 13 mars 2024, reçue le 18 mars 2024 à la direction du travail ;

Vu l'avis favorable des membres du comité technique consultatif émis dans sa séance du 1er août 2024, saisi conformément à l'article LP. 4631-1 du code du travail de la Polynésie française,

**Arrête :**

Article 1er. — L'organisme ci-après est agréé en qualité d'organisme vérificateur afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage, prescrits par les dispositions des articles LP. 4322-1 et A. 4322-22 à A. 4322-32 du code du travail de la Polynésie française, et de la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée susvisée :

- SARL Bureau de Contrôles Polynésien ;
- BP 9616 - 98715 Papeete ;
- téléphone : 40 43 97 95 ;
- n° TAHITI : 988634.

Les personnes qualifiées auxquelles il sera fait appel pour procéder à ces vérifications, en fonction des qualifications spécifiques dont ils disposent pour chaque type d'appareils de levage et en fonction de la nature de la vérification à opérer, sont les suivantes :

- M. Khaled MADANI ;
- M. Marie-Joseph KEHA.

Art. 2. — L'agrément est accordé pour une durée d'un an, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de trois ans.

Art. 3. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*

Vannina CROLAS

**Arrêté n° 2171 PR du 30 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 76 PR du 15 janvier 2024 de la SARL Pacific Control afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage**

NOR : TRA24510450AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail ;

Vu la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée fixant les mesures particulières de sécurité relative aux ascenseurs et monte-charges ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 12 octobre 1993 fixant les conditions et modalités d'agrément des vérificateurs ou organismes dans le cadre des mesures particulières de sécurité relatives aux ascenseurs, monte-charge et autres appareils de levage en application de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 ;

Vu l'arrêté n° 76 PR du 15 janvier 2024 portant agrément de la SARL Pacific Control afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage ;

Vu la demande d'agrément présentée par la SARL Pacific Control en faveur de M. Jules PRESLE en date du 12 novembre 2023, reçue le 28 novembre 2023 à la direction du travail ;

Vu l'avis unanime des membres du comité technique consultatif émis dans sa séance du 1er février 2024, de reporter l'examen du dossier à la prochaine réunion avec demande de production d'un ou plusieurs rapports de vérification des ascenseurs, monte-charges et autres des appareils de levage ;

Vu les rapports de vérification des ascenseurs, monte-charges et autres des appareils de levage, transmis par la SARL Pacific Control à la direction du travail, par mail du 25 mars 2024 ;

Vu l'avis favorable des membres du comité technique consultatif émis dans sa séance du 1er août 2024, saisi conformément à l'article LP. 4631-1 du code du travail de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 76 PR du 15 janvier 2024 susvisé, est ainsi rédigé :

« L'organisme ci-après est agréé en qualité d'organisme vérificateur afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage, prescrits par les dispositions des articles LP. 4322-1 et A. 4322-22 à A. 4322-32 du code du travail de la Polynésie française, et de la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée susvisée :

« - Sarl Pacific Control ;

« - BP 44989 - 98713 Papeete ;

« - téléphone : 40 42 12 83 - 87 20 60 15 ;

« - n° TAHITI : F48849.

« Les personnes qualifiées auxquelles il sera fait appel pour procéder à ces vérifications, en fonction du type d'appareils à vérifier, sont les suivantes :

« - M. Pierre MOKHTARI ;

« - M. Jules PRESLES. »

Art. 2. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*

Vannina CROLAS

**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT**

**Arrêté n° 9426 MGT/DPAM du 26 septembre 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1640 VP/DPAM du 18 février 2022 portant délivrance d'un agrément à M. Nehemia VEHIATUA, sous le nom commercial Vip Jet, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahaa**

NOR : DAM24512607AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 838 CM du 20 juin 2002 modifié portant nomination de Mlle Catherine ROCHETEAU en qualité de directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 5109 MGT du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Catherine ROCHETEAU, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu le courrier n° 4951 VP/DPAM du 5 décembre 2022 sollicitant la communication des documents nécessaires au renouvellement 2023 de l'agrément, dans le cadre de l'activité professionnelle réglementée ;

Vu la mise en demeure n° 4889 MGT/DPAM du 17 novembre 2023 de communiquer les éléments justificatifs conformes à la réglementation au titre de l'immatriculation des jets-skis utilisés pour les randonnées guidées, notifiée le 24 novembre 2023 par recommandé avec accusé de réception, non réclamée par l'intéressé et retournée à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu le courriel en date du 26 février 2024 transmettant la mise en demeure n° 4889 et sollicitant un état sur l'activité professionnelle réglementée des randonnées guidées de jets-skis dans l'espace maritime de l'île de Tahaa ;

Vu le courriel daté du 18 juin 2024 par lequel M. Nehemia VEHIATUA indique ne pas pouvoir concrétiser son projet de randonnées guidées de jets-skis ;

Vu le courriel daté du 9 juillet 2024 par lequel de l'intéressé indique l'absence de moyens financiers pour son projet,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1640 VP/DPAM du 18 février 2022 portant délivrance d'un agrément à M. Nehemia VEHIATUA, sous le nom commercial Vip Jet, pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahaa, est abrogé.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation : la directrice des affaires maritimes polynésiennes,*  
Catherine ROCHETEAU

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES****Arrêté n° 9423 MEF/DGAE du 26 septembre 2024 portant agrément de l'association « C'est où c'est là » pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24512791AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de Mme Vetea TAUIRA présidente de l'association « C'est où c'est là » en date du 26 août 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Pirae le 20 août 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association « C'est où c'est là » est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Pirae, archipel de la Société.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5. — L'association « C'est où c'est là » doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association « C'est où c'est là » a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.



Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité de la représentante légale de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association « C'est où c'est là » doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'association « C'est où c'est là » est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 9434 MEF/DGAE du 26 septembre 2024 portant agrément de l'association District de Pétanque des Marquises Sud pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24510971AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de M. Emile TAINAUE président de l'association District de Pétanque des Marquises Sud en date du 30 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Atuona,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association District de Pétanque des Marquises Sud est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Atuona, Hiva Oa, archipel des Marquises.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5. — L'association District de Pétanque des Marquises Sud doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association District de Pétanque des Marquises Sud a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association District de Pétanque des Marquises Sud doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'association District de Pétanque des Marquises Sud est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 9435 MEF/DGAE du 26 septembre 2024 portant agrément de l'association Vai Ho'e pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24513581AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de Mme Juliana MARAHITI épouse TEURA présidente de l'association Vai Ho'e en date du 2 septembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Tahaa,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association Vai Ho'e est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Patii Niua, Tahaa, archipel des îles Sous-le-Vent.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5. — L'association Vai Ho'e doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association Vai Ho'e a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association Vai Ho'e doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'association Vai Ho'e est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 9484 MEF/DGAE du 30 septembre 2024 portant habilitation de M. Edouard TREIBER en qualité d'agent spécial d'assurance de la société International Transport Intermediaries Insurance Company (Europe) Limited**

NOR : DAE24513205AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charges des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 17 septembre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu les articles R. 321-1 et R. 322-4 du code des assurances applicable en Polynésie française ;

Vu la demande d'habilitation sollicitée par M. Thomas, John, Alexander, Irving, directeur de la société International Transport Intermediaries Insurance Company (Europe) Limited, du 23 août 2024, reçue le 12 septembre 2024 à la DGAE,

**Arrête :**

Article 1er. — M. Edouard TREIBER est habilité en qualité d'agent spécial d'assurance de la société International Transport Intermediaries Insurance Company (Europe) Limited en vue de pratiquer en Polynésie française les opérations d'assurances de la branche définie à l'article R. 321-1 du code des assurances suivante :

13. Responsabilité civile générale.

Art. 2. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 9486 MEF du 30 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 7556 MEF du 23 août 2024 portant délégation de signature de M. Hervé VARET, directeur de cabinet auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies**

NOR : MEF24513769AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1784 PR du 22 août 2024 portant nomination de M. Hervé VARET en qualité de directeur de cabinet, auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1785 PR du 22 août 2024 portant nomination de M. Grégoire BOSSIN en qualité de conseiller technique, auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1883 PR du 30 août 2024 portant nomination de Mme Amal JABER en qualité de conseillère technique, auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 7556 MEF du 23 août 2024 portant délégation de signature de M. Hervé VARET, directeur de cabinet auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7556 MEF du 23 août 2024 susvisé portant délégation de signature de M. Hervé VARET, directeur de cabinet auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est modifié ainsi qu'il suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé VARET, la délégation de signature énumérée à l'article 1er est dévolue, dans les mêmes termes, à M. Grégoire BOSSIN et Mme Amal JABER, conseillers techniques auprès du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies. »

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

**Arrêté n° 9487 MEF/DGAE du 30 septembre 2024 portant agrément de l'association Te Maire No Haumi pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24513807AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de M. Daniel MARUHI président de l'association Te Maire No Haumi en date du 5 septembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Moorea-Maiao le 3 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association Te Maire No Haumi est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Moorea-Maiao, archipel de la Société.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5. — L'association Te Maire No Haumi doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association Te Maire No Haumi a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité du représentant légal de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association Te Maire No Haumi doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.



Art. 8. — L'association Te Maire No Haumi est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 9488 MEF/DGAE du 30 septembre 2024 portant agrément de l'association Vaihata pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo »**

NOR : DAE24513059AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu l'arrêté n° 73 CM du 16 janvier 2020 fixant les modalités d'application de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019, définissant les modalités d'organisation des loteries dénommées « Bingo » et instituant une fiscalité sur ces loteries ;

Vu la demande de Mme Cynthia MOARII présidente de l'association Vaihata en date du 11 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable de la mairie de Nuku Hiva le 27 juin 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'association Vaihata est agréée pour l'organisation de loteries dénommées « Bingo » dans la commune de Nuku Hiva, archipel des Marquises.

Art. 2. — L'agrément est valable un an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 3. — Seules sont autorisées les loteries dénommées « Bingo » avec :

- une mise unitaire maximum de 1 000 F CFP (mille francs CFP) ;
- des lots d'une valeur inférieure ou égale à 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP).

Dans le cas de lots achetés ou offerts, la valeur de référence est la valeur marchande.

Art. 4. — L'association agréée pour la première fois ne peut organiser des loteries dénommées « Bingo » que dans la limite d'un capital d'émission cumulé, c'est-à-dire la valeur cumulée des grilles émises, de 15 000 000 F CFP (quinze-millions de francs CFP) par an.

Art. 5. — L'association Vaihata doit répartir le produit de la vente de grilles à hauteur de :

- 50 % au moins pour le financement des actions à but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;
- 50 % pour les frais d'organisation et les lots gagnants dont 15 % au maximum pour les frais d'organisation.

Aucune prime ne peut être versée aux vendeurs.

Art. 6. — L'association Vaihata a l'obligation de tenir un registre de tirage comportant les informations suivantes : les lieux, dates et horaires des tirages, le capital d'émission, la valeur unitaire de grilles, la valeur de lots, le produit de la vente des grilles et sa répartition.

Le registre de tirage est tenu sous la responsabilité de la représentante légale de l'association. Il est mis à la disposition de toute autorité de contrôle de la régularité de l'organisation des loteries dénommées « Bingo ».

Art. 7. — L'association Vaihata doit organiser les loteries dénommées « Bingo » dans des locaux adaptés ou rendus adaptés pour l'occasion à la tenue de cette activité.

La participation des mineurs aux loteries dénommées « Bingo » est formellement interdite.

La vente et la consommation d'alcool y sont strictement interdites.

Art. 8. — L'association Vaihata est tenue de transmettre à la direction générale des affaires économiques un rapport précisant notamment le nombre de tirages, un bilan financier des tirages (capital d'émission cumulé, nombre de lots et leur montant), l'affectation des sommes recueillies ainsi que tout élément justifiant de cette affectation.

Art. 9. — Tout manquement, partiel ou total, aux obligations du présent arrêté peut donner lieu à une suspension ou un retrait du présent agrément conformément à l'article LP. 12 de la loi du pays n° 2019-33 du 5 décembre 2019 susvisée sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Art. 10. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation : la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE  
L'ENVIRONNEMENT****Arrêté n° 9039 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Nati PAPARAI**

NOR : SDR24512592AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Nati PAPARAI réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 163 248 F CFP (cent-soixante-trois-mille-deux-cent-quarante-huit francs CFP) est attribuée à M. Nati PAPARAI (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Nati PAPARAI, né le 25 février 1967 à Rurutu, est exploitant agricole à Avera, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2021-CG-233.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
204 060	163 248

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Nati PAPARAI s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Nati PAPARAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9040 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Edouard, Viriurarii OPUU**

NOR : SDR24512588AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Edouard, Viriurarii OPUU réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 206 636 F CFP (deux-cent-six-mille-six-cent-trente-six francs CFP) est attribuée à M. Edouard, Viriurarii OPUU (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Edouard, Viriurarii OPUU, né le 24 mars 1965 à Rurutu, est exploitant agricole à Avera, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2021-CP-903.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
258 295	206 636

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Edouard, Viriurarii OPUU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Edouard, Viriurarii OPUU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9041 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE**

NOR : SDR24512581AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 223 321 F CFP (deux-cent-vingt-trois-mille-trois-cent-vingt-et-un francs CFP) est attribuée à M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE, né le 4 septembre 1958 à Tubuai, est exploitant agricole à Moerai, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2023-CG-209.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
279 151	223 321

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.



Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Nuuarii, Tearoterai, Wyllis TIARE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9042 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Gaston VANAA**

NOR : SDR24512571AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Gaston VANAA réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 170 065 F CFP (cent-soixante-dix-mille-soixante-cinq francs CFP) est attribuée à M. Gaston VANAA (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Gaston VANAA, né le 18 mars 1970 à Rurutu, est exploitant agricole à Moerai, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2022-CP-1327.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
212 581	170 065

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Gaston VANAA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gaston VANAA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9043 MPR du 20 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Angelo VANAA**

NOR : SDR24512567AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Angelo VANAA réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 5 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 82 179 F CFP (quatre-vingt-deux-mille-cent-soixante-dix-neuf francs CFP) est attribuée à M. Angelo VANAA (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Angelo VANAA, né le 15 février 1963 à Rurutu, est exploitant agricole à Hauti, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2022-CP-287.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
102 724	82 179

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Angelo VANAA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Angelo VANAA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9065 MPR du 20 septembre 2024 abrogeant l'arrêté n° 11002 MED du 2 octobre 2019 et autorisant la résiliation du bail relatif à la location du lot n° 4 d'une superficie de 1,27 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Hīpū, commune de Taha'a, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Bernadette TERIITAUMIHAU épouse BROTHERS**

NOR : SDR24513244AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 CM du 28 juillet 2006 modifié portant affectation d'une partie de la terre Faahue dite domaine Brown, référencée commune de Tahaa, section de commune de Iripau, au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1647 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faahue, sis à Hipu, île de Tahaa, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu la demande de résiliation de Mme Bernadette TERIITAUMIHAU épouse BROTHERS du 3 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 11002 MED du 2 octobre 2019 autorisant la location du lot n° 4 d'une superficie de 1,27 ha dépendant du lotissement agricole Fa'ahue, sis à Taha'a, commune associée de Hipū, au profit de Mme Bernadette TERIITAUMIHAU épouse BROTHERS est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 20 décembre 2019 conclu entre la Polynésie française et Mme Bernadette TERIITAUMIHAU épouse BROTHERS enregistré à Papeete le 6 janvier 2020, bordereau 44, est résilié à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Bernadette TERIITAUMIHAU épouse BROTHERS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9066 MPR du 20 septembre 2024 modifiant l'arrêté n° 1856 CM du 27 août 2021 autorisant la location du lot n° 139 d'une superficie de 3,78 ha dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à Avera, commune de Taputapuatea, Ra'iātea, îles Sous-le-Vent, au profit de Mme Heirava TAIORE**

NOR : SDR24513283AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 modifié portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du Service du développement rural (SDR) ;

Vu l'arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 approuvant le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Avera, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, modifié par arrêté n° 595 CM du 18 avril 2019 ;

Vu l'arrêté n° 1856 CM du 27 août 2021 autorisant la location du lot n° 139 dépendant du lotissement agricole Fa'aroa, sis à Taputapuatea, île de Ra'iātea - ISLV, d'une superficie de 3,78 ha, au profit de Mme Heirava TAIORE ;

Vu la demande de redécoupage du lot n° 139 du lotissement agricole Fa'aroa de Mme Heirava TAIORE du 3 novembre 2023 ;

Vu le nouveau plan parcellaire du lot n° 139 du lotissement agricole Fa'aroa dressé le 16 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Dans l'intitulé et à l'article 1er de l'arrêté n° 1856 CM du 27 août 2021 susvisé, les mots : « 3,78 ha » sont remplacés par les mots : « 2,87 ha ».

Art. 2. — À l'article 3 de l'arrêté n° 1856 CM du 27 août 2021 susvisé, les mots : « 37 800 F CFP (trente-sept-mille-huit-cents francs CFP) » sont remplacés par les mots : « 28 700 F CFP (vingt-huit-mille-sept-cents francs CFP) ». Ce loyer est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un avenant au bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

Art. 4. — La présente autorisation est caduque dès lors que l'avenant y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Heirava TAIORE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 9193 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Bertho TETUIRA**

NOR : SDR24512782AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Bertho TETUIRA réceptionnée complète le 16 juin 2023 et renouvelée le 10 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 243 782 F CFP (deux-cent-quarante-trois-mille-sept-cent-quatre-vingt-deux francs CFP) est attribuée à M. Bertho TETUIRA (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Bertho TETUIRA, né le 19 avril 1968 à Amaru, est exploitant agricole à Mutuaura, Rimatara, carte professionnelle CAPL n° 2022-CP-589.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
304 728	243 782

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.



Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Bertho TETUIRA s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bertho TETUIRA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9194 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Rootuahine MONG YEN**

NOR : SDR24512597AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Rootuahine MONG YEN réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 175 619 F CFP (cent-soixante-quinze-mille-six-cent-dix-neuf francs CFP) est attribuée à M. Rootuahine MONG YEN (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Rootuahine MONG YEN, né le 9 décembre 1957 à Rurutu, est exploitant agricole à Moerai, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2022-CP-1292.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
219 524	175 619

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Rootuahine MONG YEN s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Rootuahine MONG YEN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9196 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Atea, Ryan MAIRAU**

NOR : SDR24512566AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Atea, Ryan MAIRAU réceptionnée complète le 21 mars 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 107 236 F CFP (cent-sept-mille-deux-cent-trente-six francs CFP) est attribuée à M. Atea, Ryan MAIRAU (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Atea, Ryan MAIRAU, né le 25 juin 1983 à Moerai, est exploitant agricole à Moerai, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2021-CP-745.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
134 045	107 236

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Atea, Ryan MAIRAU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Atea, Ryan MAIRAU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9214 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Frenck MAIRAU**

NOR : SDR24512599AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Frenck MAIRAU réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 187 583 F CFP (cent-quatre-vingt-sept-mille-cinq-cent-quatre-vingt-trois francs CFP) est attribuée à M. Frenck MAIRAU (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Frenck MAIRAU, né le 4 février 1965 à Avera, est exploitant agricole à Avera, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2022-CP-0668.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
234 479	187 583

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Frenck MAIRAU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frenck MAIRAU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9216 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Jeannot, Lewis CHUNG**

NOR : SDR24512600AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Jeannot, Lewis CHUNG réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 156 354 F CFP (cent-cinquante-six-mille-trois-cent-cinquante-quatre francs CFP) est attribuée à M. Jeannot, Lewis CHUNG (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Jeannot, Lewis CHUNG, né le 18 mars 1976 à Avera, est exploitant agricole à Avera, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2021-CG-234.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
195 442	156 354

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.



Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Jeannot, Lewis CHUNG s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jeannot, Lewis CHUNG et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9217 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Remuna, O'Heinedrick PICARD**

NOR : SDR24512603AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Remuna, O'Heinedrick PICARD réceptionnée complète le 20 mars 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 202 684 F CFP (deux-cent-deux-mille-six-cent-quatre-vingt-quatre francs CFP) est attribuée à M. Remuna, O'Heinedrick PICARD (aide type 1 de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Remuna, O'Heinedrick PICARD, né le 25 août 1971 à Papeete, est exploitant agricole à Moerai Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2023-CM-34.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
253 355	202 684

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Farnham, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Remuna, O'Heinedrick PICARD s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Remuna, O'Heinedrick PICARD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9218 MPR du 24 septembre 2024 portant octroi d'une aide financière à M. Bellais TETAURU**

NOR : SDR24512606AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Bellais TETAURU réceptionnée complète le 20 juin 2023 et renouvelée le 4 septembre 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Une aide à l'acquisition de petits matériels agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 203 049 F CFP (deux-cent-trois-mille-quarante-neuf F CFP) est attribuée à M. Bellais TETAURU (aide type 1. de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 modifiée). M. Bellais TETAURU, né le 14 avril 1960 à Amanu, est exploitant agricole à Hauti, Rurutu, carte professionnelle CAPL n° 2021-CP-1028.

Le taux d'aide attribué correspond à 80 % du montant des dépenses éligibles selon le tableau ci-après :

Dépense éligible (en F CFP)	Aide (en F CFP)
253 811	203 049

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, section fonctionnement, centre de travail 74015-F, mission 965, programme 96501, article 652.

Art. 3. — L'aide est versée sur le compte ouvert par les Ets Aming, fournisseur du matériel agricole, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commencer la mise en œuvre du projet, objet de l'aide, dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur.

Art. 4. — Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, après livraison du matériel et à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5. — Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, la décision attributive de l'aide est caduque et la direction en charge de l'agriculture en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7. — M. Bellais TETAURU s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition. Il s'engage également à communiquer au service en charge de l'agriculture les informations nécessaires pour l'établissement des bilans financiers et comptables pendant les 3 années suivant l'attribution de l'aide, et les copies des rapports d'études, analyses et expertises éventuelles réalisées dans le cadre du projet objet de la demande d'aide.

Art. 8. — Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bellais TETAURU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9368 MPR du 25 septembre 2024 autorisant la résiliation conventionnelle du bail du 1er février 2021 et abrogation de l'arrêté n° 12815 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 32 d'une superficie de 1,71 ha dépendant du lotissement agricole Amo, sis commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de M. Teina MAREA**

NOR : SDR24512961AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12815 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 32 d'une superficie de 1,71 ha dépendant du lotissement agricole Amo, sis commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de M. Teina MAREA ;

Vu le bail conclu le 1er février 2021 entre la Polynésie française et M. Teina MAREA, enregistré le 2 mars 2021, bordereau n° 453 ;

Vu la lettre de restitution de lot de M. Teina MAREA, en date du 28 août 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — L'arrêté n° 12815 VP du 18 décembre 2020 autorisant la location du lot n° 32 d'une superficie de 1,71 ha dépendant du lotissement agricole Amo, sis commune de Papara, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de M. Teina MAREA, est abrogé à compter du 28 août 2024.

Art. 2. — Le bail à ferme du 1er février 2021 conclu entre la Polynésie française et M. Teina MAREA, est résilié à compter du 28 août 2024.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Teina MAREA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 9392 MPR du 26 septembre 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 6718 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 2 500 m<sup>2</sup> dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Bélinda, Teta TERAKAUHAU**

NOR : SDR24513297AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11048 VP du 16 novembre 2023 portant transfert de gestion de la parcelle dépendant de la terre sans nom, cadastré commune de Fakarava, section CL n° 66, au profit de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1237 CM du 30 juillet 2024 portant approbation du cahier des charges et création du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des Tuamotu et Gambier ;

Vu le compte-rendu n° 1444 MPR du 6 septembre 2024 de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 6718 MPR du 31 juillet 2024 autorisant la location du lot n° 3 d'une superficie de 2 500 m<sup>2</sup> dépendant du lotissement agricole Hamokai, sis commune de Fakarava, île de Fakarava, archipel des îles Tuamotu et Gambier, au profit de Mme Bélinda, Teta TERAKAUHAU, est abrogé à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Bélinda, Teta TERAKAUHAU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 9398 MPR/DIREN du 26 septembre 2024 ordonnant l'enquête publique préalable au classement d'un espace maritime dans le lagon de la commune de Bora Bora**

NOR : ENV24513114AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Bora Bora n° 2024.00089 du 12 juin 2024 approuvant le projet de création d'une zone maritime dédiée à une réglementation dite Rahui à Bora Bora ;

Vu le courrier de la commune de Bora Bora n° GP/083634/DTE/SENV/GTS/GP du 28 août 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Le projet de classement d'un espace maritime en réserve naturelle intégrale (catégorie Ia du code de l'environnement), autrement dénommé « Rahui », sis sur le récif de Matira, partie sud de la commune de Bora Bora, est soumis à enquête publique, conformément aux dispositions prévues aux articles LP. 1422-1 à LP. 1422-9 et articles A. 1422-9-1 à A. 1422-9-5 du code de l'environnement.

Art. 2. — Le document proposé en enquête publique présente le projet de classement comprenant :

- le plan de délimitation de l'espace naturel ;
- la synthèse de l'étude justifiant le classement au regard de la protection, la conservation et la gestion du patrimoine commun de la Polynésie française ;
- les orientations et objectifs de gestion poursuivis ;
- les sujétions et interdictions proposées pour la protection de l'espace naturel protégé ;
- la personne physique ou morale ou la structure proposée pour assurer la gestion.

Art. 3. — L'enquête publique est ouverte pour une période d'un (1) mois allant du lundi 14 octobre 2024 au vendredi 15 novembre 2024 inclus.

Art. 4. — La publicité est assurée par la commune de Bora Bora par voie d'affichage aux endroits réservés à cet effet et par tout moyen de communication et de diffusion.

Art. 5. — La commune de Bora Bora est chargée de la mise en place de l'enquête sous la forme d'une exposition publique dans les locaux de la mairie de Bora Bora.

Le projet de classement en espace protégé sera mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête du lundi au vendredi selon les horaires d'ouverture de la mairie de Bora Bora.

Art. 6. — Le commissaire enquêteur, désigné à l'article 8 du présent arrêté, consignera directement dans un registre ouvert à cet effet, les avis et observations du public qu'il recevra aux jours suivants dans les locaux de la mairie de Bora Bora :

- lundi 14 octobre 2024 de 13 h à 16 h ;
- mercredi 16 octobre 2024 de 8 h à 11 h ;
- jeudi 14 novembre de 13 h à 16 h ;
- vendredi 15 novembre de 8 h à 11 h.



Art. 7. — Le commissaire enquêteur remettra dans un délai d'un (1) mois suivant la clôture effective de l'enquête, son rapport avec son avis motivé, ainsi que les documents et observations recueillis durant l'enquête.

Art. 8. — M. Denis Michel est désigné commissaire enquêteur.

Art. 9. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,*

Alexandre VERHOEST

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION  
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

**Arrêté n° 9062 MJP du 20 septembre 2024 portant composition du jury et nomination des experts de la mention « tennis » du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif***NOR : SJS24513295AM-1*

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 2004-35 APF du 12 février 2004 relative au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 5 avril 2004 modifié relatif au régime indemnitaire des personnes ne relevant pas de l'administration de la Polynésie française et de ses établissements publics qui participent aux travaux des jurys d'examens des diplômes sportifs, de jeunesse et de loisirs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 321 CM du 19 mars 2015 modifié portant création et organisation du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté n° 926 CM du 22 juin 2017 portant création et organisation de la mention « tennis » du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif ;

Vu la consultation des partenaires sociaux par courriel en date du 23 août 2024,

**Arrête :**

Article 1er. — Conformément aux dispositions prévues par l'article 23 de l'arrêté n° 321 CM du 19 mars 2015 modifié susvisé, la composition du jury du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif, mention « tennis », est fixée comme suit :

La directrice de la jeunesse et des sports ou son représentant, présidente du jury ;

Au titre de formateurs et cadres techniques :

- M. Kenji CALMES, conseiller des activités physiques et sportives à la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Cyril GAUDEMER, éducateur des activités physiques et sportives à la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Taruia KRAINER, éducateur des activités physiques et sportives à la direction de la jeunesse et des sports ;
- Mme Mae LHOPITAL, conseillère socio-éducative à la direction de la jeunesse et des sports ;
- M. Dominique GUINDEUIL, conseiller technique et pédagogique sport à la mission d'appui technique jeunesse et sports ;
- M. Vaitea LO, directeur technique de la Fédération tahitienne de tennis, titulaire du diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « perfectionnement sportif », mention « tennis ».

Au titre de professionnels ou personnes qualifiées :

- M. Pierre-Baptiste FERRAND, titulaire du diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « perfectionnement sportif », mention « tennis » ;
- M. Nicolas GUIBAL, titulaire du brevet d'État d'éducateur sportif du 1er degré option « tennis » ;
- M. Kevin KUCSERA, titulaire de la Licence de sciences et techniques des activités physiques et sportives et du brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif mention « tennis » ;

- M. Pierre LEULLIEUX, titulaire du brevet d'État d'éducateur sportif du 1er degré option « tennis » ;
- M. Matthias RADFORD, titulaire du diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « perfectionnement sportif », mention « tennis ».

Art. 2. — Conformément aux dispositions prévues par l'article 23-2 de l'arrêté n° 321 CM du 19 mars 2015 modifié susvisé, Mme Anne CRIQUI-LEISSNER, titulaire du brevet d'État d'éducateur sportif du 2e degré option « tennis », est nommée à titre d'experte chargée d'assister le jury dans ses travaux.

Art. 3. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 9446 MJP du 26 septembre 2024 modifiant l'arrêté n° 5131 MJP du 6 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Vaiana GIRAUD, chef du service de l'artisanat traditionnel**

NOR : ART24512451AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 modifiée portant création du service de l'artisanat traditionnel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 640 CM du 5 mai 2022 portant organisation et fonctionnement du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 modifiée relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 modifiée créant un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 479 CM du 31 mars 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-14 du 4 février 2022 relative au statut de l'artisan traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 5 mai 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-15 du 4 février 2022 relative à la création d'un programme d'aides au développement du secteur de l'artisanat traditionnel de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2264 CM du 14 octobre 2021 portant nomination de Mme Vaiana GIRAUD en qualité de chef du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 7130 MFT/DGRH du 8 août 2024 portant changement d'affectation de Mme Titaina JACQUET, en fonction à la direction des affaires foncières ;

Vu la note de service n° 1262 MJP/ART du 16 septembre 2024 relative à la nomination de Mme Titaina JACQUET aux fonctions d'adjointe au chef de service de l'artisanat traditionnel, en sa qualité de responsable administrative et financière,

Arrête :

Article 1er. — L'article 3 de l'arrêté n° 5131 MJP du 6 juin 2024 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Vaiana GIRAUD, la présente délégation de signature est donnée dans les mêmes termes à Mme Titaina JACQUET, adjointe au chef du service de l'artisanat traditionnel.

« En cas d'absence ou d'empêchement de la chef de service et de son adjointe, la même délégation de signature est donnée à Mme Vanessa CUNEO, chef du pôle développement, animation et contrôle en charge de la communication. »

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 septembre 2024.

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****AVIS****Relevé de déclaration sur l'honneur adressée au haut-commissaire de la République par M. Warren DEXTER, membre du gouvernement de la Polynésie française***NOR : ETA24300682ZZ*

En application des articles 75 et 112 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française modifiée, M. Dexter WARREN, membre du gouvernement de la Polynésie française, a adressé la déclaration suivante, certifiée sur l'honneur exacte et sincère, comportant la liste des activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, qu'il envisage de conserver ou attestant qu'il n'en exerce aucune ainsi que la déclaration d'intérêts relatifs au contrôle d'une société de conseil.

M. Dexter WARREN, membre du gouvernement de la Polynésie française, atteste sur l'honneur que je n'exerce aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

- président du comité consultatif des commissionnaires en douane ;
- président du comité de pilotage à l'exportation ;
- président du comité de pilotage du plan de réforme du système de gestion des finances publiques de la Polynésie française ;
- président du comité de suivi de la redevance dénommée participation informatique douanière ;
- président du comité de suivi du plan de transition énergétique ;
- président de la commission consultative d'attribution des aides économiques ;
- président de la commission consultative de la taxe de développement local ;
- président de la commission consultative de l'euro ;
- président de la commission consultative des agréments fiscaux ;
- président de la commission d'aide aux jeunes diplômés ;
- président de la commission d'appel à projets portant sur des installations de production d'électricité issue d'énergies renouvelables sur l'île de Tahiti ;
- président de la commission de l'énergie ;
- président de la commission des agréments en matière d'énergies renouvelables ;
- président de la commission des fleurs coupées ;
- président de la commission des forces hydrauliques ;
- président de la commission de suspension de la perception du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place ;
- président de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;
- président du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;
- président de l'observatoire du bâtiment et des travaux publics ;
- co-président du comité technique – contrat de développement et de transformation 2024-2027 relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française ;
- co-président du comité technique du fonds de transition énergétique ;
- vice-président du comité consultatif pour la mise en place d'un système d'information communautaire pour le passage de la marchandise au port de Papeete, dénommé « Fetia » ;
- vice-président du comité consultatif relatif à l'animation commerciale du centre-ville Papeete ;
- vice-président du comité de pilotage de la politique de l'eau ;
- vice-président du comité de pilotage interministériel relatif au nouveau pôle économique de Taravao ;
- vice-président du comité de pilotage stratégie croisière ;
- vice-président de la commission avicole pour les poules pondeuses ;

- vice-président de la commission de contrôle des appellations d'origine ;
- vice-président de la commission de la viande de porc ;
- vice-président de la commission technique des agences de voyages et des bureaux d'excursions ;
- membre de l'assemblée générale de l'agence d'aménagement et de développement durable des territoires de la Polynésie française ;
- membre de l'assemblée générale de l'agence France locale ;
- membre de l'assemblée générale du groupement d'intérêt économique Tahiti tourisme ;
- membre du comité consultatif de lutte contre les épidémies animales et organisant son fonctionnement ;
- membre du comité d'aménagement du territoire ;
- membre du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire de la Polynésie française ;
- membre du comité de pilotage – contrat de développement et de transformation 2024-2027 relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française ;
- membre du comité de pilotage du contrat de redynamisation des sites de défense de Polynésie française ;
- membre du comité de pilotage de la convention cadre du 10 février 2022 en matière d'environnement et de développement durable ;
- membre du comité de pilotage de la convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu en cas de survenance d'un évènement météorologique majeur ;
- membre du comité de pilotage Smart Polynesia ;
- membre du comité de pilotage de l'information géographique ;
- membre du comité de pilotage du développement économique du centre de l'île de Tahiti ;
- membre du comité de pilotage du fonds de transition énergétique ;
- membre du comité de pilotage du programme relatif au système d'information des ressources humaines ;
- membre du comité de pilotage institué dans le cadre d'une convention pluriannuelle n° 97-21 du 14 décembre 2021 relative au 3e instrument du concours financier de l'État au profit de la Polynésie française ;
- membre du comité de pilotage institué par la convention relative au soutien de l'État à la politique de santé en Polynésie française pour la période 2021-2023 ;
- membre du comité de pilotage « Le Village Tahitien – The Tahitian Village » ;
- membre du comité de pilotage de la politique publique de l'habitat de la Polynésie française 2021 – 2030 ;
- membre du comité de pilotage relatif à l'étude sur le village pôle de compétitivité en zone franche fiscale et sur les effets économiques du câble sous-marin à haut débit ;
- membre du comité de pilotage relatif au développement de l'économie numérique des îles desservies par l'arrivée du câble sous-marin à haut débit ;
- membre du comité de pilotage de la stratégie de développement touristique de la Polynésie française Fari'ira'a Manihini 2027 ;
- membre du comité des finances locales ;
- membre du comité de suivi de la subvention exceptionnelle ;
- membre du comité de suivi de l'exécution du document unique de programmation du fonds européen de développement ;
- membre du comité de suivi « Tahiti Mahana Beach » ;
- membre du comité de suivi des prêts garantis par l'État ;
- membre du comité d'évaluation des aides à la pêche ;
- membre du comité polynésien des personnes âgées et des retraités ;
- membre du comité stratégique de la formation professionnelle et de l'emploi ;
- membre du comité tripartite d'orientation des réformes du code du travail ;
- membre de la commission chargée d'examiner les candidatures CVD ;
- membre de la commission compétente pour examiner et statuer sur les demandes de convention d'insertion sociale ;
- membre de la commission consultative d'attribution des aides destinées à l'assainissement des élevages porcins ;
- membre de la commission consultative de la navigation charter ;
- membre de la commission consultative de l'habitat social ;
- membre de la commission consultative sur les événements sportifs ou culturels de grande ampleur ;
- membre de la commission consultative tripartite de l'emploi local ;
- membre de la commission d'attribution des aides à l'agriculture ;
- membre de la commission d'examen des tarifs maritimes interinsulaires ;
- membre de la commission pour la promotion et la consommation des produits agricoles locaux ;
- membre du conseil d'administration de l'Établissement Grands Projets de Polynésie ;
- membre de conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications ;
- membre de conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française ;
- membre du conseil d'administration du Port autonome de Papeete ;
- membre du conseil d'administration de la société d'économie mixte Assainissement des eaux de Tahiti ;
- membre de conseil de surveillance de l'institut d'émission d'outre-mer ;
- membre du conseil d'orientation stratégique du tourisme ;
- membre de l'observatoire du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi ;
- membre de l'observatoire du transport aérien interinsulaire ;
- membre suppléant du comité de pilotage pour le suivi de la coopération entre la Polynésie française et le Centre national de la recherche scientifique ;
- troisième adjoint au maire de la commune de Mahina (indemnité mensuelle) ;

- juriste occasionnel et bénévole de l'église protestante maohi.

J'atteste également sur l'honneur que je ne détiens aucune participation directe ou indirecte me conférant le contrôle d'une société, d'une entreprise ou d'un organisme dont l'activité consiste principalement dans la fourniture de prestations de conseil.

À Papeete, le 19 septembre 2024.



# Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente  
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes